

ACCIDENTS DE LA ROUTE
52 morts et 1659
blessés en une
semaine

P 10

LA MINE DE ZINC ET DE PLOMB D'AMIZOUR

Un projet stratégique pour l'Algérie

Avec des réserves estimées à 34 millions de tonnes et une exploitation prévue sur près de vingt ans, le gisement de Oued Amizour, dans la wilaya de Béjaïa, s'annonce comme l'un des projets miniers les plus structurants pour l'économie nationale. Son lancement prochain marque une nouvelle étape dans la stratégie de relance du secteur minier en Algérie. Ce projet, dont le démarrage est annoncé pour ce mois de mars, suscite un intérêt particulier tant pour son potentiel économique que pour ses retombées socio-économiques au niveau national et régional. P 3



8E ÉDITION DU SALON
ALGERIA INVEST EXPO DU
26 AU 29 MARS À ORAN
Plus de 150
exposants attendus

La 8e édition du Salon international de l'investissement dans les secteurs de l'industrie, de l'énergie, du BTP, de la logistique et de l'export "Algeria-Invest-Expo" se tiendra du 26 au 29 mars au Centre de conventions d'Oran "Mohamed Ben Ahmed", ont indiqué hier les organisateurs dans un communiqué.

P 2

LOI D'ORIENTATION
AGRICOLE

Une nouvelle
approche pour
organiser le secteur

Le projet de loi relatif à l'orientation agricole et à la souveraineté alimentaire marque une étape décisive dans la modernisation du secteur en Algérie. À travers ce texte stratégique, les pouvoirs publics entendent poser les jalons d'une nouvelle gouvernance fondée sur l'efficacité économique, la durabilité des ressources et la consolidation de l'autonomie alimentaire nationale.

P 2

NOUVELLE
ORGANISATION DU
SECTEUR DU TRANSPORT
Le ministre annonce
une série de mesure

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a annoncé une série de mesures d'envergure destinées à restructurer le secteur du transport et à répondre concrètement aux préoccupations des professionnels. Ces annonces font suite à une rencontre de travail avec les représentants syndicaux des transporteurs, une réunion pivot consacrée à l'examen des difficultés structurelles du terrain et aux perspectives de réforme globale du domaine.

P 5

MAINTENANCE DU CÂBLE
SOUS-MARIN SMW4

L'opération achevée avec
succès, aucune perturbation
du service Internet P 4

SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE
DE L'AFRIQUE

L'APPO souligne l'importance
du Gazoduc transsaharien
TSGP P 3

ALLEMAGNE

Volkswagen
va supprimer 50.000
emplois d'ici 2030 P 16

8E ÉDITION DU SALON
ALGERIA INVEST EXPO DU
26 AU 29 MARS À ORAN
**Plus de 150
exposants attendus**

La 8e édition du Salon international de l'investissement dans les secteurs de l'industrie, de l'énergie, du BTP, de la logistique et de l'export "Algeria-Invest-Expo" se tiendra du 26 au 29 mars au Centre de conventions d'Oran "Mohamed Ben Ahmed", ont indiqué hier les organisateurs dans un communiqué. Ce Salon comprendra deux manifestations principales visant à favoriser l'interaction entre les opérateurs économiques: "Industry Expo" et "Africa Build Expo", selon les organisateurs qui tablent sur une participation globale de plus de 150 opérateurs économiques, algériens et étrangers.

La manifestation "Industry Expo", dédiée aux secteurs de l'industrie, de l'énergie, de la logistique et de l'export, verra la participation de 30 groupes industriels publics, en sus des entreprises privées et étrangères, alors que "Africa Build Expo", consacrée aux bâtiments et infrastructures et aux technologies nouvelles, sera marquée par la participation d'entreprises algériennes et internationales actives dans le développement de ces secteurs à travers le continent, selon la même source.

En marge de l'événement, un concours sera organisé, visant à récompenser les meilleurs projets à fort impact économique, social et environnemental, ainsi que les projets innovants et orientés vers l'export. Les projets lauréats seront sélectionnés par un jury composé d'experts, selon des critères liés notamment à la performance, à l'innovation et à l'impact direct.

La manifestation se distinguera également par l'organisation d'un programme scientifique comprenant des conférences et des panels portant sur des thématiques liées au renforcement de la performance de l'économie nationale et à la concrétisation des objectifs de diversification et de durabilité économique. L'événement comprendra aussi des espaces d'exposition dédiés aux start-up, aux clubs scientifiques et aux porteurs de projets innovants, afin de leur permettre d'établir un contact direct avec les acteurs économiques et de présenter leurs projets, sous le thème «L'innovation et l'apport des jeunes au cœur du développement économique fondé sur le savoir ».

Une forte présence internationale est attendue lors de cette édition, où des délégations d'hommes d'affaires de plus de 20 pays ont exprimé leur intention de visiter le Salon et de tenir des rencontres professionnelles avec les exposants, selon les organisateurs. Plusieurs institutions publiques chargées de l'accompagnement de l'export, des organisations patronales ainsi que des centres de recherche prendront également part à cet événement, afin de contribuer à l'enrichissement du programme et à l'orientation des opérateurs économiques nationaux, ajoute la même source.

Z R.

LOI D'ORIENTATION AGRICOLE

Une nouvelle approche pour organiser le secteur

Le projet de loi relatif à l'orientation agricole et à la souveraineté alimentaire marque une étape décisive dans la modernisation du secteur en Algérie. À travers ce texte stratégique, les pouvoirs publics entendent poser les jalons d'une nouvelle gouvernance fondée sur l'efficacité économique, la durabilité des ressources et la consolidation de l'autonomie alimentaire nationale.

Par Selma R.

C'est dans cet esprit que le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a présidé hier à Alger un atelier consacré à la présentation et à l'enrichissement de ce document. Lors de son intervention, le ministre a précisé que ce projet s'inscrit dans une vision globale visant à transformer le système de production. « Ce projet de loi consacre une nouvelle approche pour organiser le secteur agricole, le développer et mieux accompagner l'ensemble des acteurs afin de renforcer la souveraineté alimentaire de l'Algérie », a-t-il déclaré. Cette initiative répond directement aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a instruit le gouvernement de concevoir un cadre législatif prospectif en concertation étroite avec les experts et les professionnels. L'un des piliers de cette réforme réside dans l'amélioration de la cohérence de la chaîne de valeur, de l'amont à l'aval. Yacine El-Mahdi Oualid a ainsi expliqué que le texte vise à décloisonner les différentes étapes du système. « Le texte permettra d'améliorer la coordination entre toutes les étapes du système agricole, de la production au stockage, à la transformation et à la distribution, et ce

au niveau de l'ensemble des filières », a-t-il précisé. Parallèlement, un accent particulier est mis sur la souveraineté technique, notamment via la préservation des ressources génétiques locales et le développement d'une filière nationale de semences, garantissant ainsi une meilleure résilience face aux aléas internationaux. La durabilité environnementale constitue un autre axe majeur de la nouvelle politique agricole. Le ministre a affirmé que l'adaptation au changement climatique est désormais intégrée comme un principe structurant. « La gestion durable des ressources naturelles et l'intégration de l'adaptation au changement climatique sont au cœur de cette nouvelle vision de la politique agricole », a-t-il soutenu. Cette rigueur s'applique également aux finances publiques, avec une refonte du système de soutien. La nouvelle approche privilégiera les aides liées à la performance et aux volumes produits plutôt que les subventions aveugles aux intrants. « L'objectif est d'améliorer l'efficacité de la dépense publique et de garantir une meilleure allocation des ressources au profit des agriculteurs », a-t-il ajouté.

Sur le plan social et économique, le projet de loi introduit des mécanismes de protection pour stabiliser les revenus des producteurs. Outre les instruments de régulation

des marchés pour contrer la surproduction, le texte favorise l'agriculture contractuelle et la réduction des pertes post-récolte. Le ministre a également évoqué la création d'un système intégré de gestion des risques, incluant l'assurance agricole et des dispositifs de prévention climatique, afin d'offrir un filet de sécurité indispensable aux exploitants. La modernisation passe aussi par le numérique. Yacine El-Mahdi Oualid a exprimé sa volonté d'accélérer l'intégration des nouvelles technologies dans le quotidien agricole. « Nous voulons accélérer la transformation technologique du secteur à travers la mise en place de systèmes d'information agricoles intégrés et des dispositifs de traçabilité, notamment pour le cheptel et les produits sensibles », a-t-il détaillé. En complément, des mesures incitatives seront déployées pour encourager l'investissement privé, renforcer le conseil agricole de proximité et attirer les jeunes porteurs de projets innovants. Interrogé sur la question cruciale du foncier, le ministre a clarifié que ce dossier, de par sa complexité, ne figure pas dans le présent projet de loi. Il a toutefois annoncé qu'un texte distinct, entièrement dédié au foncier agricole, est en cours de préparation afin de garantir une gestion transparente et responsable de cette ressource vitale.

UNIVERSITÉ DJILALI BOUNAÂMA

Un "terrain fertile" pour renforcer le rôle économique de l'université

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a salué lundi, à Aïn Defla, la transformation de l'Université Djilali Bounaâma de Khemis Miliana en "un terrain fertile et intelligent" pour renforcer le rôle économique de l'université. Dans une déclaration en marge d'une visite de travail à l'Université Djilali Bounaâma, le ministre a indiqué que celle-ci est désormais "un terrain fertile et intelligent pour concrétiser les engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatifs au renforcement du rôle économique de l'université et à en faire une locomotive du développement économique local ". M. Baddari a également loué l'orientation des étudiants vers l'entrepreneuriat, à travers la transformation de leurs idées en entités économiques sous forme de start-up, de micro-entreprises ou d'auto-entreprises, grâce à l'accompagnement assuré par l'Etat par la création d'incubateurs d'affaires, de centres de développement de l'entrepreneuriat, et de

maisons de l'intelligence artificielle (IA). Il a ajouté que l'université compte 61 projets entrepreneuriaux ayant obtenu l'aval de la commission de financement, ainsi que 27 projets économiques déjà entrés en activité, ce qui constitue une valeur ajoutée pour l'économie locale. Le ministre a, aussi, appelé les étudiants de cette université à proposer des solutions innovantes pour développer la production agricole dans cette wilaya à vocation agricole, afin de renforcer cet important secteur de nature à assurer la sécurité alimentaire du pays. Par ailleurs, le même responsable a révélé que les Ecoles normales supérieures (ENS) et leurs annexes, réparties à travers les wilayas du pays, accueilleront 32.000 nouveaux étudiants dans les trois (3) cycles d'enseignement lors de la prochaine rentrée universitaire, afin de répondre aux besoins du ministère de l'Education nationale. A noter que le ministre a inspecté, lors de cette visite, l'état d'avancement des travaux de réalisation en cours de 2.000 places péda-

gogiques au niveau du nouveau pôle de cette université, dont la réception est prévue dans un délai d'un mois, selon les explications fournies sur place. Il a également visité une exposition dédiée à l'entrepreneuriat, où il a pris connaissance de plusieurs projets innovants portés par des étudiants de l'université. Il les a appelés à tirer profit des différents mécanismes d'emploi mis en place par l'Etat pour concrétiser leurs idées et contribuer au soutien de l'économie nationale, puis il s'est enquis des dispositifs d'accompagnement destinés aux étudiants entrepreneurs. M. Kamel Baddari a clôturé sa visite de cette université en supervisant la signature de conventions avec un partenaire économique et avec l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), avant la distinction des étudiants lauréats du concours national de programmation et d'intelligence artificielle, ainsi que ceux primés dans des compétitions sportives nationales et internationales.

R E.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LA MINE DE ZINC ET DE PLOMB D’AMIZOUR

Un projet stratégique pour l’Algérie

Avec des réserves estimées à 34 millions de tonnes et une exploitation prévue sur près de vingt ans, le gisement de Oued Amizour, dans la wilaya de Béjaïa, s’annonce comme l’un des projets miniers les plus structurants pour l’économie nationale. Son lancement prochain marque une nouvelle étape dans la stratégie de relance du secteur minier en Algérie. Ce projet, dont le démarrage est annoncé pour ce mois de mars, suscite un intérêt particulier tant pour son potentiel économique que pour ses retombées socio-économiques au niveau national et régional.

Par Réda Hadi

Invité chez nos confrères de la radio, le directeur du laboratoire de génie minier et spécialiste en exploitation et traitement des minerais, le professeur Malek Ould Hamou a apporté des éclairages sur l’ampleur et les perspectives de ce gisement polymétallique considéré comme l’un des plus importants projets miniers actuellement en développement dans le pays. En tout premier lieu, explique-t-il, la mine d’Oued Amizour se distingue par la présence de deux métaux principaux : le zinc et le plomb. Selon les estimations présentées par l’expert, les réserves exploitables sont évaluées à environ 34 millions de tonnes de minerai. Toutefois, comme l’explique le spécialiste, la richesse réelle d’un gisement ne dépend pas seulement du volume global de minerai, mais également de la teneur en métaux utiles. « Le minerai contient environ 4 % de zinc et près de 1,5 % de plomb », précise-t-il. Autrement dit, ces métaux représentent une proportion relativement faible de la masse totale extraite, ce qui implique un processus industriel complexe pour les isoler et les valoriser. Au total, les réserves du gisement permettraient de produire environ 170 000 tonnes de zinc et près de 30 000 tonnes de plomb. Des volumes qui, bien qu’inférieurs à ceux de certains grands gisements mondiaux, demeurent significatifs à l’échelle du marché régional. Le professeur souligne également que le projet d’Amizour ne peut être comparé directement à celui de la mine de fer de Gara Djebilet, dans le sud-ouest du pays. Les deux gisements diffèrent non seulement par leur nature, mais aussi par la valeur économique des métaux extraits. « Le plomb et le zinc ont une valeur marchande plus élevée que le fer. Même avec des volumes plus modestes, leur exploitation peut générer des retombées économiques importantes », explique-t-il. Contrairement à certains projets miniers situés dans les régions désertiques du sud du pays, la mine d’Oued Amizour se trouve dans une zone montagneuse. Cette configuration géographique impose une méthode d’exploitation spécifique. Le projet prévoit ainsi une exploitation souterraine, une technique largement utilisée dans les mines polymétalliques. Cette mé-

thode consiste à creuser des galeries permettant d’accéder aux blocs de minerai situés en profondeur, qui sont ensuite extraits et transportés vers une usine de traitement. Selon l’expert, la conception technique du projet a pris en compte ces contraintes naturelles, ce qui devrait permettre une exploitation maîtrisée et sécurisée. Une fois extrait, le minerai sera acheminé vers une usine de valorisation, où il subira plusieurs étapes de transformation destinées à séparer les métaux utiles des éléments indésirables. Le traitement du minerai reposera principalement sur une technique appelée flottation, un procédé physico-chimique couramment utilisé dans l’industrie minière. Dans un premier temps, le minerai brut sera soumis à une préparation mécanique, consistant à réduire sa taille par concassage et broyage. Cette étape permet d’obtenir des particules très fines, parfois inférieures à 100 microns. Le minerai est ensuite mélangé à de l’eau et à différents réactifs chimiques. Ces produits permettent de modifier les propriétés de surface des particules afin que les métaux utiles se fixent sur des bulles d’air et remontent à la surface sous forme de mousse.

Des milliers d’emplois seront générés

Ce procédé permet d’augmenter considérablement la teneur en métaux du produit final. Ainsi, un minerai contenant initialement environ 1,2 % de plomb peut être enrichi jusqu’à près de 60 % de concentration après traitement. Cette valorisation est essentielle pour rendre le produit commercialisable sur les marchés industriels. Au-delà de son intérêt technique, la mine d’Oued Amizour représente un levier important pour le développement économique. Selon le professeur Malek Ould Hamou, le projet devrait générer des milliers d’emplois directs et indirects, notamment dans les domaines de l’extraction, du transport, du traitement du minerai et de la maintenance industrielle. L’impact ne se limitera pas à la wilaya de Béjaïa. « Lorsqu’on parle d’un projet minier de cette envergure, il s’agit d’un projet national », insiste-t-il. La chaîne de valeur liée à l’exploitation minière pourrait également favoriser l’émergence d’activités industrielles

complémentaires, notamment dans la transformation du zinc et du plomb.

Un partenariat international

Le projet est porté par un partenariat associant des acteurs nationaux et internationaux. La société algérienne Manal détient 51 % du projet, tandis que l’entreprise australienne Teramin Australia Limited en possède 49 %. Ce partenariat vise à combiner les ressources locales avec l’expertise technique internationale dans le domaine de l’exploitation minière. Selon le spécialiste, les entreprises australiennes disposent d’une solide expérience dans ce secteur, ce qui constitue un atout pour la réussite du projet. D’après les estimations actuelles, la durée de vie de la mine devrait s’étendre sur près de vingt ans. L’exploitation commencera par une phase de tests techniques de l’usine de traitement, qui pourrait durer environ un mois afin d’ajuster les paramètres de fonctionnement. Une fois cette phase terminée, la production devrait se poursuivre de manière régulière jusqu’à l’épuisement du gisement. La production servira en priorité à alimenter le marché national, notamment les industries consommatrices de zinc et de plomb. L’excédent pourrait ensuite être destiné à l’exportation. La question environnementale constitue également un enjeu central dans ce type de projet. Le spécialiste explique que les résidus issus du traitement du minerai seront en partie réutilisés pour combler les cavités souterraines créées par l’exploitation, une technique visant à prévenir les affaissements du terrain. Les eaux utilisées dans le processus industriel feront également l’objet de traitements afin d’éviter toute pollution, notamment par des métaux lourds ou des produits chimiques. « Ces précautions font partie des normes de base dans l’industrie minière moderne », souligne l’expert. Avec la mise en exploitation de la mine de zinc et de plomb d’Oued Amizour, l’Algérie franchit une nouvelle étape dans sa stratégie de diversification économique. Longtemps dominé par les hydrocarbures, le modèle économique national cherche désormais à valoriser davantage les ressources minières du pays. Dans cette perspective, le projet d’Amizour pourrait constituer un maillon important dans la relance du secteur minier, aux côtés d’autres projets structurants actuellement en développement.

GARA DJEBILET

Pilier de la souveraineté économique de l’Algérie

Le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) a organisé, lundi à Alger, une conférence sur le projet de Gara Djebilet, un gisement minier stratégique pour le pays. Lors de cette rencontre, les participants ont mis en avant les dimensions économiques et de développement du projet, avec la présence de plusieurs responsables gouvernementaux et experts. Le président du CNESE, Mohamed Boukhari, a souligné l’importance économique du gisement, qui représente une infrastructure géante interconnectant les chaînes d’ex-

traction, de transport, d’énergie, de transformation industrielle et de développement local. Cette initiative vise à renforcer la souveraineté nationale et à améliorer la compétitivité économique. La secrétaire d’État Karima Bakir Tafer a qualifié Gara Djebilet de "pierre angulaire" du renforcement de la souveraineté économique du pays, notant que l’exploitation du gisement, couplée à la réalisation de la ligne ferroviaire Tindouf-Béchar-Gara Djebilet, marquait un tournant dans la valorisation des ressources minières. Ce projet ne se limite pas à l’extraction du

minerai de fer mais fait partie d’une stratégie plus large visant à établir une chaîne de valeur industrielle intégrée pour réduire les importations et développer les exportations industrielles. Il devrait aussi générer environ 24 000 emplois directs et indirects, transformant la région du Grand Sud-Ouest en un pôle industriel majeur pour l’économie nationale. Les études de faisabilité menées par le laboratoire de recherche en Génie minier de l’ENP ont confirmé la rentabilité du projet, notamment en raison de la teneur élevée du minerai de fer.

SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE DE L’AFRIQUE

L’APPO souligne l’importance du Gazoduc transsaharien TSGP

L’Organisation africaine des producteurs de pétrole (APPO) a mis en avant l’importance du gazoduc transsaharien (TSGP) reliant le Nigeria à l’Algérie via le Niger, comme un projet structurant appelé à renforcer la position du continent en tant qu’acteur clé de l’équilibre du marché mondial. Dans un éditorial publié récemment sur le site web de l’organisation, intitulé "L’Afrique : pivot stratégique du nouvel échiquier énergétique", le secrétaire général de l’APPO, Farid Ghezali, a souligné que ce projet figure parmi les infrastructures permettant de mieux valoriser les vastes ressources gazières africaines et d’offrir une nouvelle voie d’acheminement vers les marchés internationaux, notamment européens, dans un contexte marqué par des tensions et des perturbations persistantes sur les routes énergétiques traditionnelles. "Le marché énergétique mondial vit une rupture historique", écrit le SG de l’APPO, rappelant que "depuis le 28 février 2026, le détroit d’Ormuz -artère vitale transportant 20% du pétrole mondial (17 millions de barils/jour) et un tiers du GNL global- est paralysé par le conflit dans le Golfe". Selon lui, "ces chocs ne sont pas conjoncturels. Ils redessinent durablement les équilibres géopolitiques et commerciaux de l’énergie pour la décennie à venir". Dans cette "tourmente", l’Afrique devient l’"élément central", estime le SG de l’APPO, ajoutant que ses 715 Tcf de réserves gazières (8% des réserves mondiales) et 125 milliards de barils de pétrole positionnent le continent comme une "variable d’ajustement indispensable". Pour ce faire, l’APPO a défini l’accélération des infrastructures critiques comme une priorité stratégique, parmi lesquelles figure le TSGP, dont la phase I devrait être opérationnelle à l’horizon 2029, ainsi que les hubs de GNL au Mozambique, au Nigeria et au Sénégal. Grâce à ces projets structurants, l’Afrique "ne sera pas seulement fournisseur. Elle sera l’architecte", souligne M. Ghezali dans cet éditorial, qui expose la vision de l’APPO pour parvenir à une souveraineté énergétique panafricaine, axée sur l’optimisation de la production, la diversification des marchés, le renforcement des institutions, notamment à travers des fonds souverains communs, ainsi que l’innovation technologique.

R. E.

MÉTaux PRÉCIEUX
L’or en baisse

Les cours de l'or ont reculé, lundi, sous la pression d'un dollar fort et des attentes de taux d'intérêts plus élevés, alors que l'escalade militaire dans le Golfe et le Moyen-Orient se poursuit alimentant les craintes inflationnistes. Vers 15h10 GMT, le métal jaune au comptant perdait 1,7%, à 5.080,99 dollars l'once. Les contrats à terme sur l'or américain pour livraison en avril reculaient de 1,3% à 5.089,80 dollars. Les craintes inflationnistes liées aux tensions géopolitiques ont tempéré la hausse du prix de l'or, le dollar devenant une valeur refuge plus attractive, ont expliqué des spécialistes du marché. Le métal jaune, valeur refuge traditionnellement pour les investisseurs, est pénalisé, aussi, par son renforcement et les mesures de la Réserve fédérale qui maintient des taux d'intérêt élevés face à l'inflation américaine. Malgré cette baisse, les cours de l'or sont restés confortablement au-dessus de 5.000 dollars l'once, reflétant la demande continue d'investissements refuges. Parmi les autres métaux précieux, l'argent au comptant a baissé de 0,3% à 84,06 dollars l'once, le platine a gagné 0,6% à 2.184,25 dollars et le palladium a progressé de 1,4% à 1.684 dollars. APS

BLIDA
Saisie de 46 tonnes de bananes

Les éléments du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Blida ont procédé à la saisie de 46 tonnes de bananes et ont établi un dossier judiciaire à l'encontre des contrevenants pour les présenter devant la justice, indique lundi un communiqué de ce corps de sécurité. Cette opération s'inscrit dans le cadre des mesures visant à assurer l'approvisionnement du marché national en produits de large consommation durant le mois de Ramadhan et à lutter contre toutes les formes de spéculation illicite. Selon la même source, l'opération a été menée à la suite d'informations faisant état du stockage illégal d'importantes quantités de bananes dans des chambres froides, sans déclaration préalable auprès des services du commerce. Les éléments de la Gendarmerie nationale, accompagnés d'agents de l'inspection du commerce de la daïra de Boufarik, ont ainsi inspecté six (6) chambres froides. Trois (3) d'entre elles avaient déjà été vidées par le propriétaire de la marchandise, qui avait écoulé la marchandise avant maturité et sans déclaration auprès des services du commerce, tandis que 46 tonnes de bananes ont été saisies dans les trois (3) autres chambres. Après coordination avec le procureur de la République territoriale-compétent, un dossier judiciaire sera établi à l'encontre des contrevenants pour les délits de spéculation illicite et de pratiques commerciales déloyales, tandis que la quantité de bananes saisie sera remise à l'inspection territoriale du commerce de Boufarik, a conclu le communiqué. APS

MAINTENANCE DU CÂBLE SOUS-MARIN SMW4

L’opération achevée avec succès, aucune perturbation du service Internet

Le Ministère des Postes et des Télécommunications a annoncé, hier, que les travaux de maintenance programmée effectués sur le câble sous-marin à fibres optiques SMW4, au niveau de la station de Palerme (Italie), ont été achevés avec succès dans les délais impartis, sans provoquer de perturbation significative du service Internet en Algérie. Le Ministère a confirmé que l'opération de maintenance, réalisée dans le cadre de la maintenance périodique et préventive de l'infrastructure internationale des télécommunications, n'a eu aucun impact no-

table sur la qualité du service Internet. Cela a été rendu possible grâce aux mesures techniques proactives mises en place par Algérie Télécom. Les capacités transitant par le câble en maintenance ont été redirigées vers d'autres câbles sous-marins de secours, permettant ainsi de garantir la continuité du service et de maintenir le débit habituel pour les utilisateurs en Algérie. Le Ministère rappelle que ces travaux de maintenance faisaient partie du programme supervisé par les instances internationales chargées de la gestion de ce câble sous-

marin stratégique, reliant Annaba à Palerme. L'objectif était de réaliser des interventions techniques sur le dispositif d'alimentation électrique de la station de Palerme. Les travaux ont été programmés sur deux périodes : la première, le 10 mars 2026, entre 08h00 et 12h00, et la seconde, de réserve, le 11 mars 2026, de 08h00 à 12h00. Le Ministère précise que bien que ces travaux aient pu provoquer des perturbations temporaires dans le flux Internet, elles ont été limitées grâce aux actions préventives mises en place.

ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES AU NIVEAU LOCAL

Lancement d’un atelier de formation à Boumerdès et Tizi Ouzou

Le Ministère de l'Environnement et de la Qualité de la Vie a lancé, hier, un atelier de formation de trois jours, du 10 au 12 mars 2026, dans les wilayas de Boumerdès et de Tizi Ouzou, portant sur le thème : "Renforcement des capacités des acteurs locaux pour intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans les plans locaux". Cet atelier, qui s'inscrit dans le cadre d'un projet national ambitieux, a pour objectif de renforcer les compétences des acteurs locaux dans la gestion des impacts des changements climatiques, en particulier dans les régions vulnérables comme celles du sud et des zones côtières. Il s'agit d'une initiative majeure visant à soutenir l'intégration de la dimension climatique dans les politiques de développement local et national.

Le projet est piloté par le Ministère de l'Environnement et de la Qualité de la Vie, en collaboration avec l'Institut National de Formation en Environnement (CNFE), qui est chargé de l'organisation et de l'animation des sessions. L'objectif de cette formation est d'accompagner les administrations locales, les élus, les acteurs économiques, ainsi que la société civile, dans l'intégration des enjeux climatiques dans les stratégies de développement à l'échelle locale. Au cours de l'atelier, les participants ont eu l'occasion de s'impliquer activement dans des séances interactives et des ateliers pratiques. L'objectif était d'analyser les risques climatiques spécifiques à chaque wilaya et d'élaborer des solutions adaptées aux réalités locales. Les thèmes abordés ont inclus la

vulnérabilité climatique, les stratégies d'adaptation, la gouvernance climatique et la gestion des ressources naturelles. Des représentants des administrations publiques, des élus locaux, des collectivités, ainsi que des membres d'associations et des acteurs économiques ont été invités à échanger leurs expériences et à proposer des actions concrètes pour améliorer la résilience des communautés face aux changements climatiques.

AGROALIMENTAIRE
L’AAPI invite les opérateurs algériens à participer au SIAL Canada 2026 à Montréal

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a invité, lundi dans un communiqué, les opérateurs économiques algériens activant dans le secteur de l'industrie agroalimentaire à participer au Salon international de l'alimentation (SIAL Canada 2026), prévu du 29 avril au 1er mai à Montréal, afin d'explorer les tendances du marché nord-américain et les opportunités d'exportation des produits algériens. Le SIAL Canada est l'un des plus importants événements internationaux dans le domaine de l'industrie agroalimentaire, regroupant plus de 1.000 exposants de 44 pays et accueillant près de 21.000 visiteurs professionnels (importateurs, distributeurs, chaînes de distribution, restaurateurs et acteurs institutionnels), a précisé le communiqué. Le salon couvre plusieurs domaines d'activité, notamment les produits alimentaires, les boissons, les produits laitiers et les produits frais, les chaînes de distribution, la restauration, l'emballage, la logistique et les chaînes d'approvisionnement. L'AAPI a souligné que cet événement représente une opportunité pour les entreprises algériennes de renforcer la présence des produits nationaux sur les marchés canadien et américain, d'établir des partenariats commerciaux internationaux et d'explorer les tendances du marché nord-américain et les opportunités d'exportation. A cet effet, elle a invité les entreprises intéressées à s'inscrire via le site officiel du salon (www.sialcanada.com) et à contacter le service commercial de l'ambassade du Canada en Algérie (alger-ttd@international.gc.ca) pour plus d'informations.

APS

Mercuriale										
وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL					وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE					
عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 10 مارس 2026 الموافق لـ 20 رمضان 1447 Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 10 Mars 2026 (20 ramadan 1447)										
Produits		Prix du détail ¹			المنتجات					
		DA / Kg	معدل Moyenne	أعلى Maximum			أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	66	75	58	البطاطا	خضر طازجة				
	Tomate	101	113	90	الطماطم					
	Oignon sec	89	98	80	البصل الجاف					
	Ail sec	984	1080	889	الثوم الجاف					
	Carotte	96	108	85	الجزر					
	Navet	107	119	95	اللفت					
	Choux fleur	132	145	118	قرنبيط					
	Choux	98	110	86	الكرنب					
	Courgette	110	123	98	الكوسة					
	Haricot vert	520	557	484	الفاصولياء الخضراء					
Laitue	214	236	193	الخس						
Fruits frais	Mandarine	231	275	188	المندرين	فواكه طازجة				
	Orange	184	226	143	البرتقال					
	Citron	155	178	133	الليمون					
	Pomme locale	417	496	338	التفاح المحلي					
	Datte	498	626	369	التمر					
	Banane	479	502	455	الموز					
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1957	2104	1809	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني				
	Poulet de chair	399	414	385	الدجاج					
	Œufs (Unité)	18	19	16	البيض (وحدة)					
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)					

Dernière composition de DZAIRINDEX										
Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,00	-14,87	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,00	-0,73	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 502,00	2502,00	0,00	0,03	1,70	6,65	6,39	1225	3 064 950,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 249,00	2247,00	-0,09	-0,95	-0,89	10,72	5,56	2000	4 494 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-6,87	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,81	3,97	5,00	0	0,00

NOUVELLE ORGANISATION DU SECTEUR DU TRANSPORT

Le ministre annonce une série de mesure

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a annoncé une série de mesures d'envergure destinées à restructurer le secteur du transport et à répondre concrètement aux préoccupations des professionnels. Ces annonces font suite à une rencontre de travail avec les représentants syndicaux des transporteurs, une réunion pivot consacrée à l'examen des difficultés structurelles du terrain et aux perspectives de réforme globale du domaine.

Par Selma R.

Après avoir attentivement écouté les doléances des partenaires sociaux, le ministre a souligné que la complexité de certains dossiers nécessite une réflexion approfondie et une concertation permanente entre l'administration et les professionnels du secteur. « Un certain nombre de questions soulevées aujourd'hui nécessitent l'organisation d'ateliers de travail spécialisés réunissant l'ensemble des acteurs du secteur », a-t-il expliqué, précisant que cette approche participative est la seule voie pour aboutir à des solutions pragmatiques et adaptées aux réalités locales. L'une des priorités de cette réforme porte sur le renouvellement du parc national, avec l'importation d'autobus décidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Le ministre Sayoud a apporté des précisions sur la gestion de cette flotte, soulignant qu'elle répondra à une planification rigoureuse. « Les modalités d'attribution des bus importés seront définies au niveau du gouvernement afin de garantir une répartition équitable et adaptée aux besoins des différentes wilayas », a-t-il indiqué, précisant que la priorité sera donnée aux régions accusant un déficit de couverture. Dans cette même optique de modernisation, le ministre a ouvert un dialogue technique sur le retrait des véhicules ayant dépassé trente ans de service. À cet effet, il a instruit le secrétaire général du ministère de recevoir les représentants de la profession pour étudier leurs propositions techniques. « Nous devons travailler ensemble pour trouver les mécanismes les plus appropriés pour retirer progressivement les bus ayant dépassé trente ans de service », a-t-il affirmé, rappelant que cette mesure est impérative pour garantir la sécurité des usagers et relever la qualité du service public. Pour encadrer l'ensemble de ces mutations, les services du ministère ont finalisé une feuille de route

stratégique, élaborée en collaboration avec les différents acteurs du domaine. Ce document prévoit une simplification des procédures administratives, notamment pour l'octroi des autorisations d'exploitation. « Nous avons préparé une feuille de route complète pour organiser le secteur du transport en concertation avec les différents intervenants », a souligné le ministre. Ce nouveau cadre permettra aux opérateurs de mieux exploiter les lignes actuelles ou d'en solliciter de nouvelles selon l'évolution de la demande. Parallèlement, Sayoud a insisté sur l'urgence d'actualiser les plans de circulation au sein des wilayas afin de les harmoniser avec les nouvelles réalités démographiques et l'extension urbaine. « L'actualisation des plans de circulation permettra de créer un environnement de travail plus organisé et plus flexible pour les professionnels tout en améliorant les services offerts aux citoyens », a-t-il déclaré. Il a également justifié le récent mouvement des directeurs de transport par la volonté de dynamiser la gestion locale et de renforcer l'efficacité administrative : « Cette mobilité au niveau des directions du transport vise à donner un nouvel élan au secteur et à améliorer la gestion de proximité ». Le ministre n'a pas manqué de rappeler les acquis déjà consolidés pour soutenir la profession, citant l'octroi facilité d'autorisations pour les taxis et l'ouverture de lignes supplémentaires pour les bus. « Ces mesures visent à organiser davantage l'activité et à permettre aux transporteurs de travailler dans un cadre plus clair et plus stable », a-t-il assuré. Il a conclu sur les chantiers de réforme des infrastructures, notamment les gares routières, qui feront l'objet d'une révision réglementaire. « Plusieurs chantiers de réforme sont ouverts, notamment en ce qui concerne la gestion des gares routières et la révision de certains textes réglementaires pour les adapter aux évolutions du secteur », a-t-il souligné. De leur côté, les représentants syndicaux ont

exprimé leur satisfaction quant à l'écoute des autorités, saluant particulièrement l'arbitrage du président de la République en faveur de leurs revendications. En conclusion, Saïd Sayoud a tenu à remercier le chef de l'État pour ses décisions décisives ainsi que l'ensemble des institutions pour leur accompagnement. Il a terminé son intervention en rappelant que la réussite de cette transformation dépend de l'engagement de tous : « La volonté et la détermination de l'administration et des transporteurs permettront de réussir les réformes engagées et d'organiser durablement ce secteur vital ».

Nouveau code de la route :
« Tous les articles objet de désaccord réexaminés »

Par ailleurs, le ministre a assuré que les dispositions du nouveau Code de la route ayant suscité des réserves de la part des transporteurs ont été réexaminées dans un esprit de concertation. Il a expliqué que les protestations des professionnels ont conduit à l'intervention des plus hautes autorités de l'État, notamment du président de la République Abdelmadjid Tebboune. Ce processus a abouti à la mise en place d'une commission paritaire entre les deux chambres du Parlement, chargée d'examiner les onze articles contestés après l'adoption du texte au Conseil de la nation. Selon le ministre, plusieurs dispositions ont été reformulées et certains termes liés à la criminalisation ont été supprimés afin de lever toute ambiguïté. Il a souligné que l'objectif des pouvoirs publics est d'aboutir à un texte équilibré renforçant la sécurité routière tout en tenant compte des préoccupations des professionnels du transport. Il a enfin réaffirmé l'engagement du gouvernement à poursuivre le dialogue avec les syndicats afin de garantir une application consensuelle du nouveau cadre législatif.

HADJ 2026

Départ du premier vol des pèlerins le 29 avril prochain

Le premier vol des hadjis à destination des Lieux Saints au titre de la saison 1447 de l'hégire/2026, est prévu pour le 29 avril prochain à partir de l'aéroport international d'Alger (Houari-Boumediene), a indiqué le directeur général de l'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO), Tahar Braik. Lors d'une conférence de presse tenue au Forum du journal El Moudjahid, consacrée à la présentation des mesures et dispositions prises pour assurer une prise en charge optimale des hadjis algériens, le directeur général de l'ONPO, M. Tahar Braik, a révélé que le départ du premier vol de pèlerins vers les Lieux Saints est prévu pour le 29 avril prochain, à partir de l'aéroport international d'Alger (Houari-Boumediene) "12 aéroports ont été mobilisés à l'échelle nationale pour assurer le transport des hadjis, dont les aéroports de Constantine, Oran, Tougourt et Ghardaïa, pour un total de 144 vols", a-t-il précisé. A cette occasion, M. Braik a appelé les

membres de la mission à travailler en collaboration et à respecter les consignes organisationnelles et sanitaires, rappelant "l'importance capitale" accordée par l'ONPO à la sensibilisation et la formation des pèlerins sur les plans "religieux, jurisprudentiel et sanitaire", afin de "les informer de tous les détails et données relatifs à l'accomplissement des rites dans des conditions favorables". Dans ce cadre, l'ONPO s'attelle à "améliorer et à développer la qualité des prestations assurées, à travers l'augmentation du nombre de centres qu'il encadre, qui dépasse les 600 centres de proximité au niveau national et la diffusion de spots via ses pages officielles sur les réseaux sociaux", ainsi que "l'organisation d'une journée d'information ouverte au niveau de l'aéroport international d'Alger, qui coïncidera avec le départ du premier vol des pèlerins", a-t-il ajouté. Il a évoqué la phase actuelle relative à la réservation des billets via le portail algérien du Hadj, officiellement lancée le 24 février dernier et qui se déroule "dans les meil-

leures conditions techniques et organisationnelles". Le pèlerin devra "compléter, prochainement, certaines procédures essentielles liées à l'hébergement dans les hôtels de La Mecque, à l'obtention du visa et à la participation aux sessions de formation". Dans ce contexte, il a rappelé que le recours au paiement électronique pour le Hadj connaît, cette année, une progression notable et suscite un grand intérêt de la part des citoyens", ce qui contribue à "assurer la transparence du déroulement du processus", et ce en coordination avec "le ministère des Finances, la Banque d'Algérie, le Groupe-ment d'intérêt économique monétique (GIE) et les différentes institutions bancaires". Le responsable a appelé, enfin, les pèlerins à ne pas se laisser influencer par les rumeurs et informations erronées diffusées sur certaines pages, et à obtenir leurs informations uniquement via les pages officielles de l'ONPO.

R E.

PLAN NATIONAL JEUNESSE 2026-2029

Un engagement pour l'efficacité

Le ministère de la Jeunesse a indiqué lundi, dans un communiqué, que le Plan national jeunesse 2026-2029 garantit l'efficacité dans la prise en charge des questions liées à la jeunesse, notamment en matière d'emploi, d'éducation et de protection des jeunes contre les différents fléaux. Le Plan national jeunesse 2026-2029 s'articule autour de "six (6) principaux axes, à savoir l'éducation et l'enseignement de qualité, le développement des compétences, l'intégration économique, l'emploi et l'entrepreneuriat, la citoyenneté, la participation et le renforcement de la confiance, l'accès au sport, à la culture et aux loisirs, l'autonomisation numérique et l'information ciblée, le renforcement de la résilience sociale et la protection des jeunes contre les dangers", a expliqué le communiqué. Selon la même source, le projet comprend également "20 objectifs stratégiques et 54 objectifs opérationnels, qui seront atteints à travers les activités des différents secteurs concernés, appuyés par des indicateurs mesurables, garantissant ainsi l'efficacité de la mise en œuvre et l'obtention des résultats escomptés au profit des jeunes". A cette occasion, le ministère de la Jeunesse a rappelé que "ce projet a été élaboré par un comité composé des différents secteurs en relation avec la jeunesse et qu'il est conçu selon une méthodologie axée sur la planification à partir des résultats, en s'appuyant sur les résultats des groupes ciblés de discussion (Focus Groups) organisés par le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) en 2023, ainsi que sur ses différents rapports publiés au cours des trois dernières années". En application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, émises lors de sa rencontre avec le bureau du CSJ le 21 janvier 2025, concernant l'élaboration d'un plan national pour la jeunesse en tant que politique nationale unifiée dans le domaine de la jeunesse, garantissant l'efficacité dans la prise en charge des problématiques des jeunes, notamment en matière d'emploi, d'éducation et de protection contre les différents fléaux, le ministre de la Jeunesse, chargé du CSJ, M. Mustapha Hidaoui, avait présenté un exposé sur le projet du Plan national jeunesse 2026-2029 au Conseil des ministres, qui s'est tenu hier, dimanche, sous la présidence du président de la République, rappelle le communiqué.

APS

GUELMA

Plus de 390 foyers de la commune de Dahouara raccordés au réseau de gaz naturel

Au total, 394 foyers de quatre mechtas de la commune de Dahouara, dans la wilaya de Guelma, ont été raccordés lundi au réseau de gaz naturel. La mise en service du réseau alimentant ces mechtas rurales a été présidée par le wali, Samir Chibani dans un des foyers raccordés au réseau de gaz dans la mechta Sekatna de cette commune qui relève de la daïra de Hammam N'baïl et distante de 50 km du chef-lieu de wilaya. Selon les explications données sur site de Kheireddine Loukam, directeur de la distribution de l'électricité et du gaz, les foyers desserts se répartissent sur les mechtas de Sekatna, de Zoubia, de Rebiba et de Betoum. Le raccordement de ces foyers a nécessité la nécessité d'un réseau de 24 km de canalisations pour une enveloppe financière de 69 millions DA soit un coût de raccordement moyen par foyer de 175.000 DA, selon la même source qui a indiqué que l'opération a été financée par la direction de l'administration locale de la wilaya afin d'améliorer le cadre de vie des habitants des localités reculées

Agence

SKIKDA

Ouverture d'un point de garde médicale à la polyclinique de la commune d'Ouldja Boulballout

Un point de garde médicale a été ouvert courant cette semaine à la polyclinique de la commune d'Ouldja Boulballout (extrême Ouest de Skikda), à-on informé lundi auprès des services de la direction de la santé. Selon la même source, l'ouverture de ce point de garde a été supervisée par le directeur de la santé, Larbi Zergui, en application des instructions du ministère de tutelle en vue de la prise en charge des cas d'urgence, notamment des localités reculées. Cette mesure contribuera à réduire les difficultés de déplacement des malades sur de longues distances pour accéder aux soins, selon la même source. Cette polyclinique dispose d'un laboratoire d'analyses médicales, d'une unité de radiologie et d'une ambulance mise à sa disposition par les services de la commune.

APS

MILA

Plus de 4 milliards DA pour des projets de développement des communes

La wilaya de Mila a subi au titre de l'exercice 2026 d'une enveloppe financière de 4,9 milliards DA pour la réalisation de projets de développement dans l'ensemble de ses communes, à-on appris lundi auprès du directeur de l'administration locale (DAL).

Dans une déclaration à l'APS, M. Dahou Oued-Slimane a précisé que ce montant a été dégagé du fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales (2,7 milliards DA) et du programme d'appui au développement socio-économique des communes (2,2 milliards DA). Plus de 130 projets seront ainsi réalisés au titre du programme du fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales et

plus de 90 projets dans le cadre du programme d'appui au développement socio-économique des communes, a ajouté la même source. Pas moins de 472 millions DA du programme d'appui au développement socio-économique des communes financeront la réalisation de 13 projets d'entretien de chemins communaux classés. Les projets retenus concernent les divers

secteurs dont l'éducation, la santé, les travaux publics, l'hydraulique, l'énergie et les mines ainsi que les équipements publics, à-on indiqués. Selon le même responsable, les services de l'ensemble des communes ont été informés des opérations retenues et ont entamé les procédures administratives pour lancer les travaux dans les plus proches délais. APS

BATNA

Lancement de l'extension du réseau d'assainissement au profit de 2.000 habitants à Ouled Si Slimane

Les travaux du projet d'extension du réseau d'assainissement ont été lancés lundi au profit de 2.000 habitants des agglomérations Djor Zegara et Kouchbi dans la commune d'Ouled Si Slimane dans la wilaya de Batna. Selon les explications données au wali, Riadh Benahmed qui a supervisé l'opération dans le

cadre de sa visite aux communes d'Ouled Si Slimane, Taxlent et Lemcen, ce projet vise à prendre en charge les préoccupations exprimées depuis plusieurs années par les habitants. Selon le président de l'APC de cette commune, Abdeslam Zouakri, une enveloppe financière de 17 millions DA a été dégagée pour cette opération

dans le cadre du programme d'appui au développement socio-économique des communes de l'exercice 2026. Le wali a insisté à l'occasion sur l'impératif respect des normes des travaux et des délais fixés à 57 jours au regard de l'importance vitale du projet pour les habitants. Le chef de l'exécutif local a

écouté au cours de sa visite dans ces trois communes les préoccupations des habitants proches, notamment à l'approvisionnement en eau potable et l'irrigation agricole et une promesse des examinateurs en fonction des priorités et des moyens existants

R.R

BATNA

Deux nouvelles structures pour le secteur de la formation professionnelle

Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnel s'est renforcé, dans la wilaya de Batna, de deux (2) nouvelles structures dans les communes d'El Madher et d'Ouled Si Slimane, a indiqué lundi le directeur du secteur, Saïd Bellout. Il s'agit, selon le même responsable, d'un Institut national spécialisé de formation professionnelle (INSFP) pouvant accueillir 300 stagiaires et doté d'un internat de 120 lits, dans la commune d'El Madher, et d'un centre de

formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) de 250 places pédagogiques, avec internat de 60 lits, dans la commune d'Ouled Si Slimane. L'évaluation financière de l'équipement des deux établissements est « actuellement en cours » en attendant la mise en place d'un budget de fonctionnement pour leur gestion et leur mise en exploitation, a encore précisé M. Bellout. Le directeur de la formation et de l'enseignement professionnels a par ailleurs fait savoir qu'un CFPA de 250 places pé-

dagogiques était en cours de réalisation d'Aïn Yagout, tandis que l'étude technique pour la réalisation de deux INSFP dans les communes de Merouana et d'Arris a été lancée. Pour rappel, la wilaya de Batna dispose de 29 établissements de formation professionnelle offrant une capacité d'accueil de quelque 8.500 places pédagogiques, et de 22 établissements privés de formation pouvant accueillir 3.587 stagiaires.A

Agence

EL-MENIAA

Renforcement en cours de plus de 110 km sur la RN-51

Un projet est en cours pour le renforcement de 112 km de la RN-51 dépendant des wilayas d'El-Meniaa et Timimoun, dans le cadre des efforts d'amélioration du réseau routier et de fluidification du trafic sur cet axe névralgique, à-on appris lundi auprès de la Direction des travaux publics (DTP). Le projet, exécuté en plusieurs lots, confiés à des entreprises spécialisées, concerne 112 des 139 km de cet itinéraire dépendant des

deux wilayas, sachant qu'une prochaine opération sera lancée pour parachuter les 19 km restants, a précisé, à l'APS, le DTP, Lazhar Dadda Moussa. Le suivi des travaux est assuré par le Laboratoire des travaux publics du Sud (LTPS-Ouargla), qui veille sur le terrain à la bonne exécution des travaux et leur conformité aux normes techniques requises, afin de garantir les conditions de sécurisation de la circulation

routière, at-il ajouté. M. Dadda Moussa a annoncé, en outre, l'inscription prochaine d'un projet de renforcement de 38 km de la RN-51 sur son tronçon dépendant des wilayas d'El-Meniaa et Ouargla, et qui représente la distance restante de cet itinéraire à finaliser sur le territoire de la wilaya d'El-Meniaa.

R.R

MASCARA

Plus de 40 artisans à la première exposition de l'artisanat féminin

La première édition de l'exposition de wilaya de l'artisanat féminin a été inaugurée, lundi à la Maison de la culture «Abi Ras Ennaciri» de Mascara, avec la participation de plus de 40 artisans lieux des différentes régions de la wilaya, dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la femme. Cette exposition est organisée à l'initiative de la Chambre de wilaya de l'artisanat et des métiers, en coordination avec la direction du Tourisme et de l'Artisanat, ainsi que l'établissement culturel prévu, indique-t-on.

L'exposition met en avant des produits artisanaux réalisés par des femmes résidant dans différentes communes de la wilaya, notamment des habitudes traditionnelles féminines, des produits de poteries, des pâtisseries et gâteaux traditionnels, des objets fabriqués à partir d'alfa et de doum, des couvertures en laine, de la peinture sur soie, ainsi que diverses œuvres d'art. La première journée de la manifestation a connu une grande affluence de visiteurs de la ville de Mascara, notamment au niveau des stands de poterie réalisés avec

créativité par les artisans locaux. L'exposition comprend également un espace consacré à la présentation des activités de la Chambre de l'artisanat et des métiers dans le domaine de la formation des femmes au foyer dans différentes activités artisanales, ainsi qu'une exposition d'affiches accompagnées de photos retraçant les activités des artisanes dans les zones rurales, selon les organisateurs. L'organisation de cette manifestation vise à faire connaître les produits artisanaux féminins qui font la réputation de la région et à permettre aux femmes artisanes

au foyer de commercialiser leurs produits, dans le cadre du programme national de soutien à la femme artisan au foyer, supervisé par le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, a indiqué le directeur de la Chambre de wilaya de l'artisanat et des métiers, Khalid Tahraoui. Par ailleurs, le même responsable a révélé qu'une exposition dédiée aux industries artisanales rurales de la wilaya sera prochainement organisée, avec la participation d'environ 50 artisans et artisans issus de différentes régions de la wilaya. Rédaction

Les lois pour l'égalité économique des femmes ne sont appliquées qu'à moitié à l'échelle mondiale

Seulement 4 % des femmes dans le monde vivent dans des pays leur garantissant des droits économiques quasiment égaux à ceux des hommes. Comme le révèle un nouveau rapport du Groupe de la Banque mondiale, les lois visant à garantir aux femmes l'égalité des chances économiques ne sont appliquées en moyenne qu'à moitié dans le monde. C'est le signe que les obstacles empêchant les femmes de contribuer pleinement à la croissance et à la prospérité sont bien plus importants qu'on ne l'estimait auparavant. Et même si ces législations étaient pleinement appliquées, les femmes disposeraient à peine des deux tiers des droits dont bénéficient les hommes.



En plus de mesurer l'égalité des droits dans les législations en vigueur, la dernière édition du rapport Les Femmes, l'Entreprise et le Droit évalue — pour la première fois — leur degré d'application. Selon l'avis des experts juridiques interrogés, les lois qui encouragent la pleine participation économique des femmes ne sont appliquées qu'à moitié. Autrement dit, les gouvernements ont encore beaucoup de chemin à parcourir dans ce domaine. Bien que les pays progressent dans l'établissement de nouvelles lois en faveur de l'égalité des chances, moins de la moitié en moyenne des politiques et services nécessaires à leur application sont en place. Seulement 4 % des femmes dans le monde vivent dans des pays leur garantissant des droits économiques quasiment égaux à ceux des hommes. Une situation qui empêche les économies d'atteindre leur plein potentiel de croissance et de création d'emplois. « Sur le papier, la plupart des pays affichent des résultats satisfaisants, avec un score moyen mondial de 67 sur 100 en ce qui concerne l'adoption de lois en faveur de l'égalité économique entre les femmes et les hommes, analyse Indermit Gill, économiste en chef et premier vice-président du Groupe de la Banque mondiale pour l'Économie du développement. Mais s'agissant du respect des lois, la note moyenne tombe à 53. Et elle chute à 47 pour ce qui est de la mise en place des systèmes nécessaires à l'exer-

cice de ces droits. Ces chiffres mettent en évidence des inégalités de chances criantes, et les conclusions de ce rapport offrent aux responsables publics des informations clés pour enrayer le déclin du potentiel de croissance des économies en développement. » Le rapport Les Femmes, l'Entreprise et le Droit dresse un état des lieux mondial de la participation des femmes à la vie économique dans dix principaux domaines, parmi lesquels la sécurité contre les violences, l'accès à des services de garde d'enfants, l'entrepreneuriat, les protections liées à l'emploi, la propriété et la sécurité à la retraite. L'insécurité face aux violences apparaît comme un point particulièrement faible, qui fragilise la capacité des femmes à travailler de manière régulière. « La véritable égalité commence par la sécurité. Que ce soit à la maison, au travail ou dans l'espace public, la protection des femmes est une condition indispensable à leur réussite et à leur épanouissement, souligne Norman Loayza, directeur la cellule Indicateurs de politique publique à la Banque mondiale. Or le monde est loin du compte dans ce domaine. Un tiers seulement des législations nécessaires ont été adoptées, et, quand elles le sont, elles ne sont pas appliquées comme elles le devraient dans 80 % des cas. » « Dans la prochaine décennie, 1,2 milliard de jeunes — dont la moitié de filles — entreront sur le marché du travail, ajoute Tea Trumbic, responsable du projet Les Femmes, l'Entreprise et le

Droit et auteure principale du rapport. Beaucoup atteindront l'âge adulte dans des régions où les femmes se heurtent aux plus grands obstacles et où le surcroît de PIB résultant de leur participation à la vie économique est le plus nécessaire. Ici, et partout dans le monde, garantir l'égalité des chances ne profite pas qu'aux femmes : toute la société y gagne. En bref, ce n'est pas seulement souhaitable, c'est un impératif économique. » Selon le rapport, l'entrepreneuriat constitue un autre domaine à la traîne. Dans la quasi-totalité des pays, les mêmes règles juridiques s'appliquent aux hommes et aux femmes en ce qui concerne la création d'entreprise. En revanche, seulement la moitié environ promeuvent un accès égal au crédit, privant de fait les femmes entrepreneures de financements. Par ailleurs, les services de garde d'enfants représentent un levier crucial pour les responsables publics. L'existence d'une offre de services abordables et fiables dans ce domaine est en général l'un des facteurs les plus déterminants de la capacité des parents, et en particulier des mères, à travailler ou à accéder à des emplois plus productifs. Or, moins de la moitié des 190 économies étudiées dans le rapport disposent de lois prévoyant un soutien financier ou fiscal pour les familles. En outre, au sein de ces économies, 30 % seulement des politiques nécessaires pour appuyer des services de garde d'enfants abordables et de qualité ont été établies. Dans les économies à faible revenu, à peine 1 % des

dispositifs de soutien à la garde d'enfants sont en place. Il n'en reste pas moins que l'adoption de lois en faveur de l'égalité des chances a progressé au cours des deux dernières années : À l'échelle mondiale, 68 économies ont adopté 113 réformes juridiques positives dans la plupart des domaines de la vie économique des femmes, et en particulier ceux de l'entrepreneuriat et de la sécurité contre les violences, qui ont connu les avancées les plus significatives. Sept pays ont également étendu les congés de paternité afin de mieux répartir les tâches parentales et de soutenir l'emploi des femmes. L'Afrique subsaharienne a mis en œuvre 33 réformes, soit un chiffre record parmi toutes les régions du monde. Madagascar et la Somalie ont supprimé les interdictions sur le travail des femmes dans des secteurs tels que la construction, l'industrie manufacturière et l'agriculture. L'Égypte, la Jordanie et Oman ont accompli des progrès notables. L'Égypte se classe ainsi au premier rang mondial des « réformateurs », à la faveur d'une hausse de 10 points de son score d'égalité juridique. Les réformes récentes ont prolongé le congé parental rémunéré de 90 à 120 jours pour les mères, introduit un jour de congé payé pour les pères, imposé l'égalité salariale et autorisé les demandes relatives à des modalités de travail flexibles. **Source : La banque mondiale, publié le 24/02/2026**

ALORS QUE LA GUERRE
PERTURBE LES FLUX
PÉTROLIERS

L'Arabie Saoudite
propose du brut au
comptant

L'Arabie Saoudite a proposé du pétrole brut sur le marché au comptant par le biais d'une série d'appels d'offres rares alors que l'escalade du conflit au Moyen-Orient perturbe les routes maritimes normales, a rapporté Bloomberg News lundi, citant des négociants ayant une connaissance directe de la situation. Le géant pétrolier public Saudi Aramco (TADAWUL:2222) a proposé des livraisons rapides de plusieurs qualités de brut après que la fermeture effective du détroit d'Ormuz ait piégé des cargaisons et forcé les exportateurs à réacheminer les flux via la mer Rouge, indique le rapport. La société a proposé environ 4,6 millions de barils répartis sur trois qualités - Arab Extra Light, Arab Light et Arab Heavy - ces derniers jours par le biais de ces appels d'offres, selon le rapport. L'Arabie Saoudite vend généralement la majeure partie de son brut par le biais de contrats à long terme plutôt que sur le marché au comptant. Pour maintenir les exportations, le royaume a redirigé des volumes sans précédent via un réseau de pipelines vers son terminal de la mer Rouge à Yanbu, indique le rapport. Les expéditions depuis les ports occidentaux de l'Arabie Saoudite ont grimpé à environ 2,3 millions de barils par jour jusqu'à présent ce mois-ci, soit environ 50% de plus que tout niveau mensuel depuis fin 2016, selon les données de suivi des navires compilées par Bloomberg. Le brut proposé dans les appels d'offres était tarifé avec une prime par rapport aux prix de vente officiels pour mars, qui avaient été fixés avant l'escalade du conflit, ajoute le rapport. Agence

POUR QUADRUPLER LES CAPACITÉS
DE L'AÉROPORT DE TUNIS-CARTHAGE

La Tunisie avance sur son projet

Porte d'entrée aérienne de la Tunisie et plateforme clé pour le tourisme comme pour les échanges économiques, l'aéroport international de Tunis-Carthage concentre une grande partie du trafic aérien du pays. Face à la reprise des voyages et aux ambitions de connectivité en Méditerranée, les autorités cherchent à augmenter les capacités de cette plateforme stratégique.

Synthèse R I/Agence

La Tunisie confirme son projet d'agrandissement de l'aéroport international de Tunis-Carthage, visant à adapter l'infrastructure à la hausse attendue du trafic aérien au cours de la prochaine décennie. Le ministère des Transports a indiqué que le projet permettra de presque en quadrupler la capacité annuelle, la faisant passer de près de 5 millions de voyageurs à environ 18,5 millions à l'horizon 2031. Selon les détails relayés le dimanche 8 mars par Reuters, l'investissement nécessaire est estimé à 3 milliards de dinars, soit environ 1 milliard USD. Les autorités ont inscrit le programme d'extension dans le budget d'investissement 2026 de l'Office de l'aviation civile et des aéroports (OACA). Le gouvernement précise qu'il renonce pour l'instant à la construction d'un nouvel aéroport, préférant concentrer ses efforts sur l'agrandissement de Tunis-Carthage.

Moderniser la principale
porte aérienne du pays

Située à proximité de la capitale, cette pla-



teforme aéroportuaire joue un rôle central dans la connectivité de la Tunisie. Elle concentre une part importante du trafic aérien national et constitue l'un des principaux points d'entrée des visiteurs internationaux. En 2024, le trafic global en Tunisie s'est élevé à 12,5 millions de voyageurs, dont plus de la moitié sont passés par Tunis-Carthage. Le projet d'extension vise d'abord à adapter l'infrastructure à la croissance du trafic aérien

observée depuis la reprise post-pandémie. Les autorités espèrent également améliorer la compétitivité du pays face aux hubs méditerranéens concurrents. L'idée de l'agrandissement n'est pas nouvelle. En novembre 2025, le gouvernement tunisien avait déjà évoqué ce projet lors d'une intervention du ministre des Transports devant la Chambre des représentants. À l'époque, les détails relayés par la presse locale évoquaient un investissement similaire d'environ 3 milliards de dinars, avec l'objectif de porter les capacités à 18 millions de passagers par an, contre environ 7,2 millions enregistrés en 2024. Plusieurs éléments supplémentaires avaient alors été avancés. Le projet devait inclure une ligne de métro reliant l'aéroport au centre-ville de Tunis, afin d'améliorer la connectivité urbaine et de réduire la congestion routière autour de la capitale. Le gouvernement envisageait aussi de structurer le projet sous la forme d'un contrat clé en main, attribué après une phase de préqualification. À ce stade, plusieurs incertitudes demeurent. Le calendrier précis du projet n'a pas encore été détaillé, surtout les précisions concernant le lancement des travaux ou l'attribution du contrat.

LE COMMERCE DES VOILES EN MAURITANIE
Les femmes en première ligne

A l'occasion de la fête du 8 mars, il est important de rappeler l'importance cruciale de la contribution de la femme mauritanienne au développement du pays. Ainsi dans le message de félicitations qu'il leur a adressé, le président de la République a insisté sur l'engagement des femmes, leur courage et leurs contributions essentielles dans divers domaines de la vie nationale. Aujourd'hui, la question du rôle de la femme dans le développe-

ment ne se pose plus. Les femmes dont le poids démographique est sensiblement égal, voire supérieur dans certains pays à celui des hommes, peuvent jouer un rôle déterminant dans la vie économique, sociale et politique d'un pays. C'est sans doute ce qu'ont compris les autorités mauritaniennes dont la politique volontariste et la sensibilisation à l'outrance visent à impliquer davantage les femmes dans le processus de développement. C'est ce qui explique la prolifé-

ration des coopératives et des initiatives en faveur de cette importante frange de la population. Aujourd'hui, les femmes qui se savent sollicitées et utiles sont sur tous les fronts où elles s'attèlent à apporter leur touche. Le commerce des voiles, une chaîne de valeur en pleine expansion En Mauritanie, pays islamique par excellence, le voile constitue un habit très prisé largement répandu au niveau des différentes communautés.

Alliant élégance et pudeur cet habit est en passe de devenir un instrument essentiel pour l'autonomisation des femmes. En effet, s'il est actuellement un domaine où les femmes mauritaniennes se sentent à l'aise et où elles excellent c'est celui de la confection et la commercialisation des voiles. C'est là un créneau porteur que beaucoup d'entre elles ont choisi parce qu'il a le mérite d'être accessible et bénéfique.

Agence

LIBYE

Perspectives et risques

Les perspectives économiques de la Libye sont positives, avec des taux de croissance projetés de 6,9 % en 2025 et 2,9 % en 2026, sous réserve de la stabilité politique et d'une hausse modérée de la production de pétrole, grâce au programme d'investissement en cours de la National Oil Company, financé par la Banque centrale de Libye. Il est prévu que l'excédent budgétaire atteigne 5,2 % du PIB en 2025 et 4,1 % en 2026. L'inflation devrait s'élever à 3,8 % en 2025 et 3,4 % en 2026, à la suite de l'évaluation du dollar. La balance du compte courant devrait passer à un excédent de 8,5 % du PIB en 2025 et de 4,8 % en 2026, grâce à l'augmentation des exportations pétrolières. Toutefois, l'instabilité politique

pourrait perturber la production de pétrole et réduire les recettes publiques, tandis que les fluctuations des cours mondiaux du pétrole présentent des risques pour la stabilité budgétaire et la croissance. Les initiatives visant à favoriser le dialogue politique et à diversifier l'économie dans d'autres secteurs seront cruciales pour atténuer ces risques.

Mieux utiliser le capital
pour le développement

Le secteur pétrolier libyen, avec ses 48 milliards de barils de réserves, génère des liquidités considérables pour les dépenses publiques, mais expose l'économie à des risques de volatilité. Malgré sa population peu nombreuse, le

pays est confronté à des défis liés aux taux de chômage élevé, notamment chez les jeunes. Le secteur privé est peu développé, entravé par un cadre juridique complexe et une dépendance excessive aux revenus pétroliers, ce qui crée des vulnérabilités dans le financement des services publics. En 2024, ces recettes représentaient 72,7 % des revenus totaux, mais les recettes fiscales n'ont pas dépassé 2 %. Les allocations budgétaires favorisent les dépenses courantes, avec seulement 17,9 % consacrés aux projets de reconstruction, limitant le potentiel de croissance économique et de recettes fiscales. Malgré l'instabilité politique et les défis structurels, la Libye a progressé dans la réforme de la gestion des finances publiques. Mettre l'accent sur

les secteurs non pétroliers et promouvoir l'investissement privé, notamment par le biais de partenariats public-privé et d'un soutien à l'entrepreneuriat, pourrait stimuler la génération de recettes. L'élargissement de l'assiette fiscale à un plus grand nombre d'industries et l'augmentation des dépenses d'investissement, en particulier dans les infrastructures, sont essentiels pour un développement durable. Enfin, la promotion de la transparence dans la gestion des recettes pétrolières et la mise en œuvre d'initiatives de renforcement des capacités pour les responsables des finances publiques peuvent renforcer la gestion budgétaire et la résilience économique.

R E.

CACAO

Face à la crise, la Côte d'Ivoire réduit de 57 % le prix bord-champ pour la petite traite

Le marché mondial du cacao connaît depuis plusieurs mois des soubresauts. Bousculés par la chute des cours, le Ghana et la Côte d'Ivoire cherchent chacun de leur côté la parade.

R I/Agence

En Côte d'Ivoire, le prix bord-champ du cacao a été réduit de 57 % à 1 200 FCFA (2,13 \$) le kilogramme pour la campagne intermédiaire 2025/2026, qui débute en mars avec un mois d'avance. C'est ce qu'a annoncé, mercredi 4 mars, Bruno Koné, ministre de l'Agriculture. Durant la saison principale d'octobre à février, le tarif avait été fixé à 2 800 FCFA/kg. Selon le dirigeant, ce « réajustement » est d'abord lié à l'évolution des prix du cacao. « Cette décision n'a pas du tout été prise de gaieté de cœur », reconnaît-il. S'il n'est pas sûr que cette déclaration rassure les cacaoculteurs qui avaient accueilli le précédent tarif avec enthousiasme, il est certain en revanche qu'elle était attendue dans un contexte délicat pour la filière ivoirienne. Alors qu'habituellement le prix au producteur pendant la petite traite est inférieur ou égal à celui de la campagne principale, ce nouveau barème a plusieurs implications pour les planteurs et pour l'ensemble du système de commercialisation des fèves. Et pour cause, le précédent tarif d'achat de la fève fixé en octobre s'est avéré supérieur quelques mois plus tard au cours mondial du cacao. Fluctuant actuellement autour des 3 000 \$ la tonne, les contrats ont atteint



le 24 février leur plus bas niveau depuis plus de deux ans à 2 952 \$ la tonne après avoir touché leur plus haut historique en décembre 2024 à New York (12 906 \$/tonne). Pour les négociants internationaux, cette chute s'est traduite par des pertes et un ralentissement des achats qui ont conduit à un stock d'inventus de 100 000 tonnes de fèves de la récolte principale, inventoriées par le Conseil du Café-Cacao (CCC) en janvier dans les zones de production. Pour fournir des liquidités aux

planteurs et calmer les organisations de producteurs, le gouvernement ivoirien a lancé un programme de rachat de l'intégralité de ce volume au prix garanti appliqué durant la campagne principale. Un budget de 280 milliards FCFA (496 millions \$) a été alloué pour l'opération qui a déjà permis d'acquérir 23 000 tonnes d'or brun, selon les données de l'Organisation Interprofessionnelle Agricole du Cacao, relayées par Reuters.

R.I.

ZIMBABWE

Le britannique Kavango lève plus de 8 millions \$ pour ses projets aurifères

Alors que les prix de l'or restent orientés à la hausse, les sociétés minières accélèrent le développement de leurs projets. En Afrique, le Zimbabwe figure parmi les pays qui tirent profit de cette dynamique, porté par des acteurs comme Caledonia Mining et Kavango Resources. La société minière britannique Kavango Resources a annoncé vendredi 6 mars avoir levé au total 8,4 millions de dollars américains grâce à des placements d'actions

en Bourse. Le financement servira à faire progresser le développement de ses projets aurifères Hillside et Nara, au Zimbabwe. Dans le détail, Kavango Resources précise que les fonds ont été mobilisés auprès d'investisseurs présents à la fois sur la Bourse de Londres (LSE) et sur celle de Victoria Falls, au Zimbabwe. Avec ce nouvel apport, sa trésorerie atteint désormais environ 13,5 millions de dollars américains, montant devant servir au financement de la crois-

sance de la production d'or et à la poursuite des travaux d'exploration en cours à Hillside et Nara. « Ces fonds sont destinés à financer l'expansion de la production d'or de Hillside, l'acquisition de Nara [...], ainsi que des travaux d'exploration supplémentaires et le fonds de roulement général au Zimbabwe », peut-on lire dans la note de la société. Hillside, projet phare de Kavango, est présenté comme un actif évolutif, combinant production précoce

et potentiel de croissance à long terme. Aujourd'hui, la mine ne livre qu'un volume modeste d'environ 2 kg d'or par mois, mais Kavango souhaite optimiser progressivement son profil de production. Cette stratégie de croissance est complétée par le projet Nara, qui présenterait le potentiel d'un système minéralisé à grande échelle. La société y mène actuellement des travaux d'exploration pour confirmer cette hypothèse.

R.I/Agence

NIGER

Savannah ne poursuivra pas ses activités d'exploration dans le bassin d'Agadem

Fin décembre 2021, Savannah Energy avait obtenu des autorités nigériennes une prolongation de 10 ans de ses droits d'exploration pétrolière sur un périmètre d'environ 13 000 km² dans le bassin d'Agadem. La période initiale de quatre ans est désormais arrivée à échéance. Les autorités nigériennes ont refusé de prolonger la durée des permis d'exploration pétrolière détenus par Savannah Energy dans le bassin d'Agadem, région pétrolière clé du Niger où se concentre l'essentiel des activités d'exploration et de production d'hydrocarbures du pays. La décision a été annoncée à l'issue du Conseil des ministres qui s'est tenu le 3 mars dernier. Elle concerne les blocs

d'exploration R1, R2, R3 et R4 détenus par la compagnie britannique, dans le cadre du contrat de partage de production (PSC) R1234, couvrant plus de 13 000 km². Cette mesure intervient en réponse à une demande introduite par Savannah Energy Niger, la filiale locale de l'entreprise, auprès des services compétents du ministère nigérien du Pétrole, conformément à une prolongation de 10 ans des droits d'exploration accordée en décembre 2021. À l'époque, « l'Autorisation Exclusive de Recherche » accordée à la compagnie par les autorités nigériennes prévoyait une période initiale de 4 ans ainsi que deux périodes de prolongation de 2 ans, avec l'une de ces trois

durées pouvant être prolongée de deux années supplémentaires. L'examen de cette demande, intervenu au terme de la période initiale, a conclu que certaines obligations prévues dans le contrat de partage de production n'avaient pas été « satisfaites » par Savannah Energy Niger. Les autorités évoquent notamment des manquements, « sous plusieurs aspects », qui n'ont pas été précisés, aux « obligations contractuelles et réglementaires liées au Programme de Travail Minimum », attachées aux permis d'exploration. Le refus de proroger un permis d'exploration entraîne généralement la perte des droits de l'opérateur sur le bloc concerné. Dans ce cas, les li-

cences reviennent à l'État qui peut décider de les réattribuer à d'autres compagnies dans le cadre d'un nouvel appel d'offres. Des situations comparables ont déjà été observées dans plusieurs pays producteurs africains. Au Nigeria, le gouvernement fédéral a annoncé en avril 2021 la révocation de quatre licences pétrolières détenues par Addax Petroleum pour non-développement des champs. Les autorités avaient alors expliqué que la société n'avait pas respecté ses obligations contractuelles, selon des informations rapportées par Reuters.

R.I

GHANA

Le singapourien Olam se lance dans la fabrication de pâtes alimentaires

En Afrique de l'Ouest, le Ghana est le deuxième marché pour le blé importé après le Nigeria. Avec la demande croissante pour les produits dérivés dans les habitudes alimentaires, des opportunités d'investissement augmentent sur le segment de la transformation. Au Ghana, le président John Dramani Mahama a procédé le 5 mars dernier à l'inauguration d'une unité de fabrication de pâtes alimentaires basée à Kpone, à proximité de la ville de Tema, dans la région du Grand Accra. D'un coût total de 40 millions \$, cette nouvelle installation est l'œuvre d'Olam Agri, filiale du groupe agroindustriel singapourien Olam.

Selon les informations relayées par les médias locaux, l'unité est dotée d'une capacité de production annuelle de 60 000 tonnes de différentes pâtes alimentaires dont des spaghettis, des macaroni et d'autres pâtes courtes, destinées exclusivement au marché intérieur. Pour son approvisionnement en matière première, l'installation devrait utiliser de la farine de blé moulue localement. D'après Sunny George Verghese, directeur général du groupe Olam Agri, cette capacité de production, si elle est pleinement exploitée, permettra de réduire la dépendance aux importations d'environ 40 %.

Les données compilées sur la plateforme Trademap montrent par exemple que le Ghana a importé en moyenne 70 910 tonnes de pâtes alimentaires par an entre 2021 et 2024. Sur la même période, la facture associée à ces achats s'élevait en moyenne à 35,08 millions \$ par an. « Chaque tonne de pâtes produite à Tema est une substitution directe aux importations, un dollar préservé dans nos réserves de change et une nouvelle opportunité d'emploi », a déclaré pour sa part Elizabeth Oforu-Adjare, ministre du Commerce, de l'Agribusiness et de l'Industrie.

Agence

BOURSE DE PARIS

Les marchés portés par des espoirs sur le Moyen-Orient

La Bourse de Paris se redresse nettement hier mardi et affiche des gains solides en milieu de matinée, à l'instar de l'ensemble des places européennes, alors que les derniers propos de Donald Trump laissent espérer une accalmie de la situation au Moyen-Orient.

Un peu avant 10h30, le CAC 40 affiche une progression de l'ordre de 2%, vers 8 074 points, tandis que l'indice paneuropéen Stoxx Europe 50 avance de 2,7%, que le FTSE 100 de Londres grimpe de 1,8% et que le DAX de Francfort s'adjuge 2,5%. Pour mémoire, de l'autre côté de l'Atlantique, le S&P 500 a progressé lundi de 0,83% à 6 795,9 points, le Dow Jones a gagné 0,5% à 47 740,8 points et le Nasdaq 100 a avancé de 1,32% pour clôturer à 24 967,2 points.

Les derniers propos de Donald Trump rassurent

Les principaux indices américains ont été soutenus par un rebond en fin de séance et par le recul des prix du pétrole, après que le président américain Donald Trump a laissé entendre que la guerre entre les États-Unis, Israël et l'Iran pourrait approcher de son terme. Pour Joachim Klement, ce revirement serait dû au constat fait par Washington de l'absence de véritable solution viable permettant de contrer les frappes de drones

iraniens susceptibles d'impacter le trafic pétrolier maritime dans le Golfe Persique, et tout particulièrement dans le détroit d'Ormuz. "C'est un fait : que l'US Navy escorte les convois ou que Washington opte pour une invasion terrestre, les routes commerciales resteraient paralysées durant des mois", explique cet analyste chez Panmure Liberum. "Dans ces conditions, les États-Unis n'ont d'autre choix que de jouer la carte de la désescalade". "Si les tensions géopolitiques au Moyen-Orient commencent à s'atténuer et que les interventions du G7 contribuent à stabiliser les marchés de l'énergie, les prix du pétrole pourraient encore baisser", estime Linh Tran, analyste de marché chez XS.com. "Un tel développement améliorerait probablement le sentiment de risque et apporterait un soutien aux actions".

La rechute du pétrole plombe TotalEnergies, mais profite à ArcelorMittal

Pour l'heure, la décrue des cours du pétrole par rapport à leurs pics de la veille, ramenant le baril de WTI vers 88 USD et

celui de Brent vers 92 USD actuellement, pèse sur TotalEnergies (-2,6%), qui fait ainsi figure de lanterne rouge du CAC 40. À l'inverse, le sidérurgiste ArcelorMittal (à l'activité particulièrement énergivore) profite à plein de cette accalmie du côté de l'or noir, bondissant de 6,1%, devant les banques Société Générale (+5,6%) et BNP Paribas (+4,1%). STMicro (+4,3%) figure aussi dans le peloton de tête du CAC 40, sur fond de propos favorables de Deutsche Bank qui réaffirme sa recommandation "achat" avec un

objectif de cours porté de 28 EUR à 32 EUR, le groupe franco-italien se préparant selon lui à faire des centres de données IA l'un de ses principaux moteurs de croissance. Toujours dans l'actualité des valeurs, Renault gagne 2,5% après la présentation par le constructeur au losange de son nouveau plan stratégique baptisé "futureReady", un plan qui prévoit notamment le lancement de 36 nouveaux modèles d'ici 2030.

Agence

SOULAGÉES PAR LE REFLUX DES PRIX DU PÉTROLE Les bourses européennes rebondissent

Les principales Bourses européennes rebondissent mardi en début de séance, soulagées par le reflux des prix du pétrole après que le président Donald Trump a évoqué une fin imminente de la guerre en Iran. À Paris, le CAC 40 gagne 1,68% et repasse la barre des 8.000 points, après être tombé sous ce seuil lors des dernières turbulences boursières. L'indice vedette évolue à 8.048,30 points vers 08h25 GMT. À Francfort, le Dax avance de 2,23% et à Londres, le FTSE 100 prend 1,37%. L'indice EuroStoxx 50 est en hausse de 2,45%, le FTSEurofirst 300 gagne 1,85% et le Stoxx 600 grimpe de 1,87%. Le locataire de la Maison blanche a déclaré lundi aux journalistes que la guerre au Moyen-Orient était "pratiquement terminée", ce qui a permis aux cours du pétrole de mettre fin à leur ascension vertigineuse, qui les avait propulsés la veille à des sommets jamais vus depuis 2022. Cependant, une fin rapide du conflit reste encore à prouver, Donald Trump ayant

également averti qu'il frapperait l'Iran encore plus fort si celui-ci maintenait son blocus sur le détroit d'Ormuz, voie de passage essentielle pour le transport maritime du brut et du gaz. Aux valeurs, le secteur lié au transport aérien profite, comme on pouvait s'y attendre, de la baisse des prix du pétrole, et gagne 3,15%, parmi les plus fortes performances du Stoxx 600. La compagnie aérienne Air France-KLM se redresse également et progresse de près de 5% dans les premières transactions à Paris. Les banques progressent également de plus de 3%. Renault, qui a présenté mardi son nouveau plan stratégique et dit viser une augmentation de 23% de ses volumes de vente d'ici 2030, gagne 2,7%, tandis que Volkswagen avance de 2,6% après avoir anticipé une légère reprise de sa marge en 2026. Les investisseurs attendent par ailleurs les commentaires de la présidente de la Banque centrale européenne (BCE), Christine Lagarde, plus tard dans la journée.

Agence

GRÂCE À L'ESPOIR D'UNE FIN RAPIDE DU CONFLIT AU MOYEN-ORIENT

Les contrats à terme de Wall Street augmentent

Les contrats à terme sur les indices boursiers américains ont progressé mardi, les investisseurs espérant une résolution plus rapide du conflit au Moyen-Orient qui a entraîné une flambée des prix de l'énergie et alimenté les craintes d'inflation, à la suite des commentaires du président Donald Trump sur la guerre. Les prix du brut et du gaz naturel se sont éloignés de la barre inquiétante des 120 dollars le baril après que M. Trump a déclaré lundi que le conflit américano-israélien avec l'Iran pourrait être proche d'une fin, avant son estimation initiale d'un délai de quatre à cinq semaines. Cet enthousiasme s'est toutefois accompagné d'un élément de prudence, l'Iran ayant déclaré qu'il poursuivrait son blocus pétrolier dans la région, ce à quoi M. Trump a promis

des représailles militaires plus fortes. Les producteurs d'énergie du Moyen-Orient n'ont pas encore repris la production à grande échelle et les coûts de transport devraient rester élevés pendant un certain temps. Néanmoins, la baisse des prix de l'énergie mardi a été un soulagement pour les titres du secteur du voyage qui ont été battus en brèche. Les compagnies aériennes American AAL.O et Delta DAL.O ont gagné plus de 1% chacune dans les échanges de pré-marché, tandis que les compagnies de croisière Carnival CCL.N et Royal Caribbean RCLH.N étaient légèrement plus élevées. Les sociétés énergétiques telles que Occidental OXY.N ont perdu 2,5%, tandis que ConocoPhillips COP.N et Exxon Mobil XOM.N ont légèrement baissé. La hausse des prix du brut depuis le

début du conflit a inquiété les investisseurs qui craignent que l'économie américaine ne soit confrontée à la stagflation et ne complique le travail de la Réserve fédérale, alors que les données suggèrent également que le marché du travail s'affaiblit. Selon les données compilées par le LSEG, les opérateurs ont intégré une baisse potentielle des taux de 25 points de base vers le mois de septembre. À 05:14 a.m. ET, le Dow E-minis YMcv1 était en hausse de 211 points, soit 0,44%, le S&P 500 E-minis EScv1 était en hausse de 29,75 points, soit 0,44%. Le Nasdaq 100 E-minis NQcv1 a progressé de 134,25 points, soit 0,54%. Les marchés mondiaux, y compris les actions en Asie et en Europe, se sont également redressés et la jauge

de la peur de Wall Street, l'indice de volatilité CBOE .VIX, a perdu 2,19 points à 23,31. Deux rapports sur l'inflation sont attendus dans le courant de la semaine et il est peu probable qu'ils reflètent la récente hausse des coûts de l'énergie et du transport, mais ils seront examinés de près pour savoir comment l'inflation se comportait avant le conflit au Moyen-Orient. Les pertes globales à Wall Street ont été contenues, par rapport à leurs paires, depuis le début de la guerre, car les valeurs technologiques .SPLRCT ont rebondi, ce qui en fait le secteur le plus performant du S&P 500 .SPX ce mois-ci, avec un gain de 1,4 %. Mardi, les fabricants de puces tels que Nvidia NVDA.O ont gagné 0,4 %, tandis que SanDisk SNDK.O et Western Digital ont progressé de

plus de 2,3 % chacun. Hewlett Packard Enterprise <HPE.N> a gagné 2,9 % après que le fabricant d'équipements de réseau a prévu un chiffre d'affaires supérieur aux estimations pour le deuxième trimestre. L'attention se portera sur les résultats du fabricant de logiciels d'entreprise Oracle ORCL.N, attendus après la clôture des marchés, et les traders examineront attentivement tout signe de dépenses d'IA alimentées par la dette. Les actions ont augmenté de 2 %. Reflétant un climat de risque généralisé, les valeurs cryptographiques telles que Strategy MSTR.O ont augmenté de 3 % et Coinbase COIN.O a grimpé de 3 %, suivant une hausse de 2,7 % du bitcoin BTC.O.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 09 Mars 2026
Valeur : 11 Mars 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		131.4286	131.4436
1	EUR	EURO		151.8920	151.9357
1	GBP	POUND STERLING		175.3550	175.3985
100	JPY	JAPANESE YEN		82.9569	82.9716
1	CNY	CHINESE YUAN		19.0049	19.0098
1	CHF	SWISS FRANC		168.8012	168.8855
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		96.9810	97.0063
1	DKK	DANISH KRONE		20.3371	20.3407
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.2458	14.2511
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.6782	13.6845
1	AED	UAE DIRHAM		35.7736	35.7923
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.0112	35.0171
1	KWD	KUWAITI DINAR		428.9445	429.1335
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.5364	44.9840
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.1157	14.1173
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.5682	20.6734
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3031	3.3134
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.0257	179.0257

POUR STABILISER LES PRIX

Le G7 déclare qu’il envisage de piocher dans les réserves stratégiques de pétrole

Au cours d'une réunion des ministres des Finances du G7, les économies développées ont convenu qu'il n'était pas encore temps de piocher dans les réserves de pétrole. Des décisions, pas encore actées, devraient malgré tout suivre pour "stabliser les marchés". Le G7 des ministres des Finances a convenu ce lundi qu'il fallait "prendre des mesures pour stabiliser les marchés". Mais les dirigeants des plus grandes économies mondiales ont aussi admis qu'il n'était "pas encore temps" de piocher dans les réserves stratégiques de pétrole.

Synthèse R I/Agence

“Nous sommes prêts à prendre les mesures nécessaires, y compris à puiser dans les réserves stratégiques pour stabiliser le marché, a assuré Roland Lescure, ministre de l’Économie et des Finances, même si “on n'en est pas encore là”. En réponse au conflit dans le Moyen-Orient, le prix du baril Brent a grimpé jusqu'à 119 dollars cette nuit, un niveau plus atteint depuis la guerre en Ukraine. Mais il est depuis retombé à 103 dollars. Une solution pour freiner cette flambée pourrait être de piocher dans des stocks de réserve, qui peuvent dépanner pour plusieurs mois. "Nous sur-

veillons les marchés, l'impact sur la macroéconomie mais aussi sur nos concitoyens. La coordination est au cœur de notre stratégie, a assuré Roland Lescure, ministre de l’Économie. Nous devons agir de manière coordonnée sur les marchés globaux pour rassurer et produire du pétrole à ceux qui en ont besoin."

Une flambée des prix à la pompe

La France dispose de 117 jours de réserves stratégiques mais ne compte pas puiser dedans individuellement, pour ne pas déstabiliser le marché. Les États-Unis, notamment, se sont montrés réticents à toucher à ces stocks, alors que les économies asiatiques sont pour

le moment les plus touchées. L'Occident, qui n'a pas les mêmes sources d'importation, n'est pour l'instant pas inquiété par une potentielle pénurie. “Il n'y a aucun problème d'approvisionnement en pétrole en Europe ou aux États-Unis, a souligné Roland Lescure. Le marché français n'est pas affecté. 97% des stations-services étaient approvisionnées ce matin, ce qui est un chiffre tout à fait normal.” Les prix à la pompe ont pourtant explosé pour les Français, entraînant des contrôles exceptionnels de la part de la Direction générale de la répression des fraudes. Les experts craignent désormais un enlisement du conflit, que promet l’Iran, qui pérenniserait cette inflation.

CHINE

L’inflation atteint un niveau record depuis trois ans

En Chine, l'indice des prix à la consommation a grimpé de 1,3% sur un an en février, soit la hausse la plus forte depuis janvier 2023. L'inflation en Chine a atteint en février son plus haut niveau depuis plus de trois ans, selon des statistiques officielles publiées lundi alors que les autorités cherchent à stimuler une demande intérieure morose. L'indice des prix à la consommation, mesure clé de l'inflation, a augmenté de 1,3% sur un an en février, a indiqué lundi le Bureau national des statistiques (BNS). C'est la hausse la plus forte depuis janvier 2023 (2,1%). Le mois de février correspond aux congés du Nouvel an lunaire sur les-

quels les autorités comptaient pour stimuler la consommation. La deuxième économie mondiale est soumise depuis quelques années à des pressions déflationnistes causées par une faible demande intérieure, des excédents de production, une grave crise de l'immobilier et un chômage élevé chez les jeunes. Les producteurs se livrent une guerre des prix agressive pour favoriser les achats et réduire les stocks excédentaires.. Le chiffre de 1,3% de hausse est supérieur aux prévisions d'analystes interrogés par l'agence Bloomberg, qui tablaient sur 0,9%. C'est aussi le cinquième mois consécutif d'augmentation de l'indice. Zichuan

Huang, économiste chez Capital Economics, nuance cependant cette embellie. Cette dernière est causée par "des facteurs temporaires tels que l'atténuation de la déflation pétrolière et la volatilité des prix des produits alimentaires et du tourisme autour du Nouvel an", écrit-elle dans une note. "Les tensions au Moyen-Orient continueront d'alimenter l'inflation tant que les prix mondiaux de l'énergie resteront élevés", observe l'économiste. Néanmoins, les résultats "décevants" selon elle du grand évènement politique dit des Deux Sessions actuellement en cours à Pékin, en ce qui concerne la demande intérieure, "devraient freiner

toute accélération de l'inflation dès que les tensions s'apaiseront", prévient-elle. L'économie chinoise cherche à renouer avec le dynamisme d'avant le début de la pandémie de Covid-19 en 2019-2020. Elle fait face, malgré la vitalité de ses exportations et un excédent commercial record de près de 1.200 milliards de dollars en 2025, à de sérieux déséquilibres structurels et aux pressions commerciales américaines. Le gouvernement a annoncé la semaine passée viser une augmentation de la croissance de 4,5 à 5% en 2026, l'objectif le plus modeste énoncé depuis 1991.

Agence

ITALIE

L’inflation a réaccélééré en février à 1,6%

L'inflation italienne reste cependant en-dessous de la moyenne européenne, qui est remontée en février à 1,9%, juste en-dessous de l'objectif de la BCE, selon une première estimation publiée par Eurostat. Cette accélération est due notamment à une

hausse des prix dans les services (de 2,5% à 3,6%), des transports aux soins à la personne, mais aussi des produits alimentaires non transformés. La baisse continue des prix de l'énergie avant le début de la guerre en Iran (de -6,2% en jan-

vier à -6,6% en février) n'a pas compensé la hausse des services. L'inflation sous-jacente, qui exclut les prix des éléments les plus volatils (énergie et alimentation), et fait référence pour les experts, a ainsi augmenté de 2,4% (+0,7 point sur un mois).

L'inflation italienne reste cependant en-dessous de la moyenne européenne, qui est remontée en février à 1,9%, juste en dessous de l'objectif de la BCE, selon une première estimation publiée par Eurostat.

R.I

SUÈDE

Une prime mensuelle de 3 750 couronnes pour encourager le retour à l’emploi

Le gouvernement suédois prévoit d'introduire une nouvelle prime d'emploi temporaire et exonérée d'impôt, destinée aux personnes quittant le försörjningsstöd (allocation de subsistance) pour reprendre une activité salariée. Baptisée "jobbpremie", cette indemnité pourra atteindre 3 750 couronnes par mois, pendant une durée maximale de 18 mois. Officiellement appelée "jobbpremie", cette mesure vise à renforcer les incitations financières à quitter le système de soutien social et à entrer sur le marché du travail. Elle est destinée à ceux qui ont reçu un soutien au re-

venu (försörjningsstöd) chaque mois de juillet à décembre 2025 et qui ensuite ont obtenu un travail salarié. Elle est entièrement exonérée d'impôt. Représentant 15 % du salaire brut, elle peut atteindre jusqu'à 3 750 SEK par mois, versée pendant un maximum de 18 mois. Elle peut ainsi représenter jusqu'à 67 500 SEK au total par bénéficiaire, un montant non négligeable pour les travailleurs aux revenus modestes, sans pour autant modifier durablement le modèle social suédois. Une mesure ciblée pour réduire la dépendance aux aides Cette prime ne constitue pas une nou-

velle allocation universelle mais s'inscrit dans une réforme ciblée du système d'aide sociale, détaillée dans le rapport gouvernemental». Selon ce document, l'objectif est clair : renforcer l'incitation financière à accepter un emploi, dans un contexte où l'aide sociale, censée être temporaire, est devenue une source de revenus de long terme pour de nombreux ménages en Suède. Le rapport gouvernemental rappelle qu'en 2023, environ 146 000 ménages ont perçu une aide sociale en Suède, pour un montant total de 10,4 milliards de couronnes. Si la proportion de ménages aidés a di-

minué depuis les années 1990, la durée moyenne de perception a fortement augmenté, passant à 7,4 mois par an. Les responsables politiques à l'origine de la réforme présentent cette prime comme un outil pragmatique pour lutter contre ce qu'ils considèrent comme une « dépendance à long terme aux aides sociales ». La ministre chargée des Affaires sociales, Anna Tenje (du parti libéral "Moderaterna"), fait valoir que beaucoup de personnes piégées dans l'absence d'emploi restent éloignées du marché du travail faute d'incitations suffisantes.

Agence

INCENDIE DE CRANS-MONTANA

De nouveaux responsables municipaux visés par l’instruction pénale

L'enquête sur l'incendie du bar Le Constellation dans la station suisse de Crans-Montana, survenu lors du Nouvel An et qui a fait 41 morts et 115 blessés, a été élargie à cinq responsables et anciens responsables de la commune ce qui porte à neuf le nombre de personnes visées par l'instruction pénale. La mise en cause de responsables municipaux, confirmée lundi par le ministère public du canton du Valais, était réclamée depuis plusieurs semaines par les avocats des familles des victimes, depuis que la commune a reconnu n'avoir pas effectué de contrôles sécurité et incendie de l'établissement incendié depuis 2019. Parmi ces personnes figure l'actuel président de la commune, Nicolas Féraud, ont indiqué des sources proche du dossier, confirmant des informations publiées dans la presse suisse et italienne. Sont également concernés un ancien conseiller communal en charge de la sécurité et d'anciens ou actuels responsables de la sécurité de la commune, a rapporté la même source. L'enquête pour "incendie par négligence, homicide par négligence et lésions corporelles graves par négligence" vise désormais neuf personnes puisque les propriétaires français du bar Jacques et Jessica Moretti, au coeur de l'affaire, avaient déjà été placés sous enquête, de même que l'actuel responsable du service de sécurité de Crans-Montana et son prédécesseur. Les responsables et ex-responsables de la commune nouvellement mis en cause, ainsi que Jacques Moretti, doivent être entendus par le ministère public entre les 7 et 15 avril, a indiqué une source proche du dossier.

APS

OPENAI

la démission de cette éminente dirigeante en dit long sur l'accord avec

Si le vaste contrat établi par OpenAI avec le Pentagone est une victoire côté business, pas sûr qu'il s'agisse de la décision la plus sage pour la réputation de l'entreprise. Car la fronde continue de grossir.

Le 27 février dernier, OpenAI a annoncé la conclusion d'un deal majeur avec le département de la Défense américain. Un timing curieux : la veille, le gouvernement annonçait que sa rivale Anthropic était désormais considérée comme un risque pour la chaîne d'approvisionnement. En cause, le refus de son P.-D.G, Dario Amodei, que ses intelligences artificielles (IA) facilitent la surveillance de masse et intègrent des armes autonomes. Si Sam Altman, patron d'OpenAI, assure avoir obtenu ces garanties, la pilule n'est pas passée auprès du public. Les désinstallations de ChatGPT ont explosé de 295 %, et les employés sont également monté au créneau.

On ne peut plus équivoque

Dans une publication partagée ce samedi 7 mars, Caitlin Kalinowski, qui dirigeait l'unité dédiée au hardware chez OpenAI, a fait part de sa démission. Il ne s'agit pas de n'importe qui : après presque six ans chez Apple où elle a travaillé le design des MacBook, l'ingénieure a passé plus d'une décennie chez Meta, où elle a



notamment piloté le projet Orion, des lunettes de réalité augmentée avancées qui n'ont pas encore été commercialisées. « J'ai démissionné d'OpenAI. Je suis très attaché à l'équipe Robotique et au travail que nous avons accompli ensemble. Cette décision

n'a pas été facile à prendre », explique-t-elle. Et la raison de son départ ne fait aucun doute : « L'IA joue un rôle important dans la sécurité nationale. Mais la surveillance des Américains sans contrôle judiciaire et l'autonomie létale sans autorisation humaine sont des questions qui méritaient davantage de réflexion qu'elles n'en ont reçu », poursuit-elle.

Plusieurs départs

Kalinowski, qui affirme vouloir poursuivre ses efforts dans l'IA physique par la suite, n'est pas la seule employée d'OpenAI à avoir claqué la porte. L'accord avec le Pentagone a causé une véritable onde de choc en interne, malgré la promesse de Sam Altman d'amender le texte pour prévenir les usages les plus controversés.

Un autre chercheur, Aidan McLaughlin, a publiquement regretté le contrat, tandis qu'un autre salarié a confié que ses collègues admireraient Anthropic pour s'être opposée au Pentagone. En parallèle, Claude connaît ses plus grandes heures de gloire, et demeure en tête de l'App Store américain.

Grok : le club de Liverpool porte plainte contre X après des messages insultant les morts de plusieurs catastrophes

Peu de chatbots IA font autant polémique que Grok. La preuve encore ces derniers jours, avec des messages qui ont entraîné l'ire du club de football de Liverpool FC. Si avec Grok, la société d'Elon Musk xAI a réussi à s'insérer parmi les meilleurs du domaine de l'IA, elle a aussi pour particularité d'avoir mis au monde un chatbot beaucoup plus enclin à générer du contenu offensant, dégradant, voire carrément illégal. L'IA est ainsi accusée d'avoir généré du contenu pédopornographique, ce qui a créé un émoi au niveau mondial. Et aujourd'hui, ce sont des messages insultants des morts qui passent très mal de l'autre côté de la Manche.

Grok obéit à des utilisateurs et produit des messages insultants contre les victimes du Heysel et de Hillsborough

Sur la réseau social X, il est possible de s'adresser directement à Grok, et de lui demander de générer le contenu de son choix. Une liberté d'utilisation que certains internautes poussent malheureusement beaucoup trop loin, au point de proposer des messages particulièrement orduriers. Comme le note le Daily Mail, récemment, certains se sont amusés à demander à l'IA d'insulter des supporters du club de football de Liverpool FC, en n'omettant pas ceux morts dans les drames du Heysel et de Hillsborough. Une tâche qu'il a directement exécuté, et de manière fran-

chement violente.

Pour rappel, le drame du Heysel a eu lieu dans le stade du même nom, à Bruxelles, en 1985, à l'occasion de la finale de la coupe d'Europe entre Liverpool FC et la Juventus de Turin. Un mouvement de foule dans les gradins avait alors entraîné la mort d'une quarantaine de personnes, et fait plus de 400 blessés. Le même type d'événement a eu lieu quelques années plus tard, en 1989, dans le stade de Hillsborough, durant une rencontre entre Liverpool FC et Nottingham Forest. Cette fois, le mouvement de foule fit 97 victimes.

Liverpool contre-attaque et porte plainte contre la plateforme X

Le club anglais a rapidement réagi après avoir pris connaissance des messages insultant ces morts. Il a réussi à obtenir la suppression des messages que le club avait pu repérer, et a demandé à X de muscler sa modération. Liverpool FC ne s'est par ailleurs pas arrêté à cette demande, et a aussi porté plainte contre X.

Le club des Reds n'est que le dernier de la liste à récemment rencontrer ce genre de problème du côté du Royaume-Uni. Des messages du même genre ont aussi ciblé Manchester City, Manchester United ainsi que Sunderland. De quoi alourdir le dossier contre Grok ?

MariaDB acquiert GridGain

Le spécialiste de la base de données relationnelles a annoncé le rachat de GridGain qui commercialise la base de données in memory Apache Ignite. Cette dernière sert notamment pour les applications en temps réel et devrait compléter le portefeuille de MariaDB pour l'IA agentique. « L'essor des charges de travail agentiques a engendré des exigences sans précédent pour l'infrastructure des entreprises, provoquant une explosion des besoins et nécessitant un niveau d'échelle et une latence inférieure à la milliseconde que les systèmes traditionnels n'ont tout simplement pas été conçus pour gérer », déclare Rohit de Souza, CEO de MariaDB. Le montant de l'opération n'a pas été communiqué.

OpenAI présente Codex Security

Pour sécuriser le développement d'agents IA, l'éditeur a lancé Codex Security (ex Aardvark) pour identifier les vulnérabilités complexes et fournir des résultats plus fiables accompagnés de correctifs. « En combinant le raisonnement agentique de nos modèles de pointe avec une validation automatisée, il fournit des résultats hautement fiables et des corrections exploitables afin que les équipes puissent se concentrer sur les vulnérabilités importantes et livrer plus rapidement un code sécurisé », indique OpenAI. Lancé le 6 mars, Codex Security est disponible en bêta pour les clients ChatGPT Pro, Enterprise, Business et Edu via le site web Codex.

Apple envisagerait un écran tactile pour le MacBook Neo 2

Le premier modèle n'est pas encore dans les mains des utilisateurs que la prochaine génération fait déjà parler d'elle. D'après l'analyste Ming-Chi Kuo, Apple préparerait pour 2027 une version évoluée de son ordinateur portable d'entrée de gamme, le MacBook Neo, potentiellement doté d'un écran tactile. Avec le MacBook Neo annoncé la semaine dernière, Apple a ouvert un nouveau chapitre de sa gamme d'ordinateurs portables en visant un public plus large. Positionné face aux Chromebooks et aux PC Windows abordables, ce modèle marque l'arrivée d'un Mac proposé à un tarif bien plus accessible que les machines habituelles du constructeur. Mais selon plusieurs informations relayées par l'analyste Ming-Chi Kuo, Apple plancherait déjà sur une seconde génération du MacBook Neo. Attendue pour 2027, celle-ci pourrait introduire une nouveauté encore absente de l'écosystème Mac : un écran tactile.



La seconde génération de MacBook Neo déjà dans les tuyaux, avec du tactile au programme

Le MacBook Neo actuel repose sur une architecture inhabituelle pour un ordinateur Apple. Contrairement aux autres Mac équipés de puces Apple

Silicon, il utilise la puce A18 Pro issue de l'iPhone 16 Pro. L'appareil propose un écran Liquid Retina de 13 pouces, entouré de bordures uniformes inspirées de l'iPad. Il dispose également de 8 Go de mémoire, de deux ports USB-C, d'une caméra 1080p, d'un clavier Magic Keyboard assorti au coloris de la machine,

ainsi que d'une autonomie annoncée de 16 heures. Dans un rapport publié l'an dernier, Ming-Chi Kuo indiquait que ce premier modèle entrerait en production de masse au quatrième trimestre 2025 et ne disposerait pas d'écran tactile. Le même document évoquait toutefois déjà l'étape suivante : une seconde génération du MacBook Neo susceptible d'introduire cette fonctionnalité. Selon ces mêmes informations, Apple envisagerait d'intégrer une technologie dite on-cell touch. Cette approche consiste à placer directement les capteurs tactiles dans la couche supérieure de la dalle. Elle évite l'ajout d'une couche dédiée et permet ainsi de limiter l'épaisseur de l'écran.

Le tactile pourrait d'abord arriver sur le MacBook Pro

L'apparition d'un écran tactile sur le MacBook Neo ne serait pas forcément la première tentative d'Apple dans ce domaine. Comme nous

l'évoquions ce matin sur Clubic, plusieurs sources évoquent en effet l'arrivée prochaine d'un MacBook Pro doté d'une dalle OLED tactile et d'un design repensé. Si ce modèle haut de gamme voit le jour, il servirait alors de première étape pour introduire l'interaction tactile dans l'univers Mac. De plus, Ming-Chi Kuo évoque la venue de macOS 27, qui serait adapté à ce nouveau mode d'utilisation. L'arrivée du tactile sur un ordinateur plus accessible comme le MacBook Neo apparaîtrait donc comme une extension logique. D'autant que, comme le soulignent nos confrères de MacRumors, de nombreux concurrents présents sur ce segment proposent déjà des ordinateurs portables équipés d'écrans tactiles. Pour l'heure, les caractéristiques du futur MacBook Neo restent toutefois en discussion. L'analyste estime néanmoins probable l'adoption d'une puce plus récente, comme l'A19 Pro, accompagnée de 12 Go de mémoire vive.

POUR SAUVER CE QUI PEUT ENCORE L'ÊTRE

Nissan prévoit une perte de 4,2 milliards de dollars

La clôture de l'exercice annuel approche à grands pas pour Nissan. À la date du 31 mars, le constructeur prévoit une perte colossale. Malgré la restructuration de grande ampleur menée par le nouveau PDG Ivan Espinosa, la situation ne semble pas prête de s'éclaircir à court terme pour la marque. La tentative d'alliance avec Honda s'est soldée par un échec, tandis que les effets des autres mesures vont encore mettre du temps avant de porter leurs fruits.

À moins d'un mois de la clôture de son exercice annuel, la situation économique de Nissan est plus que jamais dans le rouge. Après un exercice 2025 qui s'est soldé par une perte nette de 4,1 milliards de dollars, celui de cette année devrait être aussi mauvais, avec un déficit net estimé à 4,2 milliards de dollars. Nommé par le conseil d'administration pour redresser l'entreprise en remplacement de Makoto Uchida, Ivan Espinosa est à l'origine d'un plan drastique pour restructurer l'entreprise. Son grand objectif est de réduire les coûts au maximum tout en proposant une gamme plus attractive et donc entièrement renouvelée. Ce dispositif est déjà en cours et se fait dans la douleur : une fois mené à terme, il prévoit la suppression de 20 000 emplois partout dans le monde. Pour y arriver, au total, ce sont neuf sites qui devront fermer leurs portes. Parmi eux, sept usines et deux studios de design. La marque a par exemple déjà planché sur la vente de son site historique de Yokohama, s'est séparée de son usine de Rosslyn près de Pretoria en Afrique du Sud, revendue à une filiale locale du géant chinois Chery. Nissan a aussi cédé son usine de Changzhou en Chine. Cette dernière produisait 130 000 véhicules par an, soit 8 % des ventes mondiales de la marque. Le constructeur a par ailleurs vendu 495 691 voitures dans le pays en 2025, quand, dans de meilleures années, sa capacité de production locale dépassait allègrement le million. Et ce processus de ventes successives est encore loin d'être fini... Même sur des sites dont la marque ne



se sépare pas, les cadences sont réduites, comme dans les usines américaines de Canton, dans le Mississippi, et de Smyrna, dans le Tennessee.

Nouvelle gamme et nouveaux propriétaires pour sauver Nissan ?

Entre le renouvellement de la Leaf, de la Micra (basée sur la Renault 5 E-Tech), la modernisation du Qashqai, ou encore l'arrivée future d'une petite citadine Wave reprenant la plateforme de la Twingo électrique, Nissan ne chôme pas pour tenter de renouveler entièrement sa gamme, jugée jusqu'ici vieillissante. En Europe tout du moins. Dans un en-

tretien chez nos confrères du Financial Times, Ivan Espinosa le concède : diriger l'entreprise en ce moment n'est pas de tout repos. « Il se passe tellement de choses chaque matin que c'en est effrayant. » Pour assurer un avenir pérenne à la marque, le patron n'écarte aucune possibilité, y compris celle d'un rachat par un autre constructeur, ajoute-t-il dans la même interview : « Il devient de plus en plus difficile pour les entreprises de notre taille de rester compétitives dans cet environnement. Il faut rester ouvert et flexible. » Un an plus tôt, une tentative de rapprochement avec Honda avait été sérieusement envisagée avant que Nissan décide

de faire machine arrière. Le constructeur estimait que cette alliance, conçue pour être une fusion entre deux partenaires égaux, s'apparenterait plutôt à une prise de pouvoir de la part de Honda. Ce dernier aurait proposé de nommer la plupart des administrateurs de cette nouvelle entité ainsi que d'en choisir le PDG. Pour en revenir à sa situation actuelle, malgré son plan d'austérité particulièrement strict, Nissan risque d'être encore sous l'eau pour quelque temps avant que les effets des mesures d'Espinosa soient perceptibles. À moins qu'un rachat ne vienne changer la donne, mais cela tiendrait du providentiel.

La première "nouvelle" BMW Alpina est une vieille connaissance !

Le nouveau chapitre d'Alpina désormais intégrée directement au giron de BMW nous narre une nouvelle histoire extirpée d'une autre époque. Officiellement, l'adoption d'Alpina par la grande famille BMW est finalisée depuis le 1er janvier 2026, mais on ne sait toujours pas où le constructeur allemand veut réellement aller avec l'ancien tuner. En effet, le premier modèle de cette alliance BMW Alpina portée sur les fonts baptismaux en début d'année tient du recyclage : il s'agit en effet d'une série Manufaktur limitée à 120 exemplaires, destinée au marché nord-américain, basée sur l'Alpina XB7 de 2022. Cet Alpina XB7 Manufaktur a été mis en vente sur le marché européen au début de l'année 2025, pour un prix de départ, en Allemagne, de 190.500 €. Au Canada, cette version change de mains pour 229.000 dollars canadiens. La production débutera en septembre 2026 dans l'usine BMW de Spartanburg, aux États-Unis, et les premières livraisons sont prévues pour l'automne.

Le BMW X7 M60i selon Alpina

Le XB7 Manufaktur européen pouvait être commandé dans les teintes exclusives Alpina



Blue et Alpina Green II, bien que les couleurs BMW Individual Gunmetal II, Jerez Black, Orinoco, Malachite Green et Wildberry figuraient également parmi les options. Ce BMW Alpina

XB7 canadien n'existe qu'en vert Alpina glacé et en bleu Alpina glacé. L'Alpina XB7 Manufaktur bénéficie d'un châssis optimisé qui combine une suspension pneuma-

tique avec une stabilisation active du roulis et des roues arrière directrices. L'étalonnage propre à Alpina, avec un carrossage négatif des roues et une géométrie spécifique de la suspension, tente de concilier un maximum de confort avec une dynamique de conduite de haute qualité et une réduction du roulis de la carrosserie. Le système de freinage haute performance avec disques perforés et plaquettes spéciales est de série pour la Manufaktur.

V8 S68

Le groupe motopropulseur n'est pas touché : même dans cette variante Manufaktur, l'Alpina XB7 fait appel au moteur S68 modifié de BMW, un V8 suralimenté d'une cylindrée de 4,4 litres, développant une puissance de pointe de 621 ch pour un couple maximal de 800 Nm. Cette puissance est transmise aux quatre roues par la transmission ZF 8HP80, avec un alerno-démarrateur intégré en 48 volts. L'Alpina XB7 Manufaktur passe de 0 à 100 en 4,2 s et de 0 à 200 km/h en 14,9 s, tandis que la vitesse maximale est de 290 km/h. On connaissait donc déjà cette itération Manufaktur. Il reste donc à attendre la première véritable nouveauté de cette alliance BMW Alpina.

Mots fléchés

Univers		Produira un son		Stupéfié		Ecchymoses		Petite sainte		Tests		Ruelles	
Internationaux				Retira		Trous de boulins							
												Poème lyrique	
Pasticheur		Phase						Roue à gorge		Résidu de blé			
										Célèbre violon			
										Célèbre marquis			
										Contesta			
Chamois des Pyrénées		Bureau		Primordial									
				Cube de jeu									
					Poids d'un emballage	On la mouille	Allures					Étain	
							Native						
Vieillot	Prénom masculin							Fleuve côtier			Sélénium		
	Style							Un peuple d'Europe Balkanique			Singes		
			Pays d'Asie	Ignares						Chez			
				Inactive						Durée d'une révolution			
Envoûtait												Citerne	Nazi
Réservoir en imprimerie													
							Ville flamande						
Dignitaire turc					En mer on peut la boire		Petites vedettes			Ville du Gard			
Fer										Radian			
		Plumard				Griffes de rapaces							Repos bénéfique
		Condition											
Défenses du rosier	Érudit							Faciles					
	Pièces de vaisselle							La vraie vie					
						Difficile					Vient de rire		
											Vieux Tokyo		
Défilé		Grimace		Certaine						Sang végétal			
				Divagua									
						Étendue d'eau douce					Verso		
											Abject		
Titane			Surfaces agricoles		Grand froid					Aperçoit			
Halte maritime										Petit meuble de salon			
						Proie de Grosminet						Note de musique	
						Adresse						Orient	
Attacher	Sélection				Attaché à une voiture								Ville de Mésopotamie
	Points cardinaux												Calcium
					Vrai						Élixir		
Terres déboisées et défrichées								Pénétra					

Le groupe saoudien Aramco annonce une chute de 12% de son bénéfice en 2025

Le groupe pétrolier saoudien Aramco a annoncé mardi une baisse de son bénéfice net de 12,1% en 2025, affecté par les droits de douane américains et d'autres facteurs économiques. Aramco a déclaré dans un communiqué que son bénéfice net en 2025 avait atteint 93,38 milliards de dollars, contre 106,24 milliards en 2024. Hors éléments exceptionnels, son résultat net ajusté s'est établi à 104,65 milliards de dollars en 2025, contre 110,29 milliards en 2024, soit une baisse de 5,1%. Toutefois, son PDG, Amin Nasser s'est félicité d' "une nouvelle année de demande pétrolière record en 2025".



ACCIDENTS DE LA ROUTE

52 morts et 1659 blessés en une semaine

Cinquante-deux (52) personnes ont trouvé la mort et 1659 autres ont été blessées dans 1385 accidents de la circulation survenus durant la période du 1 au 7 mars, à travers le territoire national, indique, mardi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tougourt avec 6 morts et 24 blessés dans 16 accidents, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 616 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (76), Blida (28) et Skikda (23). Durant la même période, les secours de la Protection civile ont également effectué 5263 interventions pour le sauvetage de 374 personnes en situation de danger et exécuté 4663 opérations d'assistance diverses. S'agissant des accidents liés aux intoxications au monoxyde de carbone émanant des dispositifs de chauffage et chauffe-eau, les secours de la Protection civile ont effectué 29 interventions et ont pris en charge 48 personnes incommodées par ce gaz.

CLIMAT

Février parmi les plus chauds dans le monde, pluies extrêmes en Europe

Le monde vient de connaître son cinquième février le plus chaud, au cours d'un mois marqué par des pluies très intenses sur une partie de l'Europe, a annoncé mardi l'observatoire européen Copernicus. Les températures ont atteint 13,26 C en moyenne le mois dernier à la surface du globe, soit 1,49 C au-dessus de la période pré-industrielle (1850-1900), avant que l'utilisation massive du charbon, du pétrole et du gaz ne réchauffe durablement le climat. Sur le continent européen, les températures ont été en moyenne plutôt fraîches, le mois passé se classant parmi les trois février les plus froids de ces 14 dernières années, mais avec de forts contrastes. Les conditions ont ainsi été plus froides en Scandinavie et Finlande, dans les Etats baltes et le nord-ouest de la Russie, comparé aux normales 1991-2020. Mais elles ont à l'inverse été plus chaudes en Europe occidentale et méridionale. Pour la température à la surface des océans, février a été le deuxième plus chaud, détaille Copernicus dans son bulletin climatique mensuel. En Arctique, l'étendue moyenne de la glace de mer était 5% inférieure à la moyenne, atteignant la troisième plus petite surface enregistrée pour un mois de février. Mais là encore, les contrastes ont été marqués, puisqu'elle a atteint dans la mer du Groenland sa plus grande étendue mensuelle depuis 22 ans.

MONNAIE

Le dollar stable face à l'euro

Le dollar marquait une pause mardi, du fait de la baisse des cours du pétrole et du gaz, précédemment portés par les craintes sur l'approvisionnement, en raison de l'escalade militaire dans le Golfe et le Moyen-Orient. La devise américaine s'affichait stable (+0,01%) vers 10H35 GMT par rapport à l'euro, à 1,1634 dollar. Elle relâchait aussi 0,09% à la livre britannique, et grappillait 0,10% au yen japonais. L'inflation dans la zone euro, revenue autour de la cible de 2% visée par la Banque centrale européenne (BCE), pourrait par ailleurs être dopée par la flambée des prix de l'énergie. Les investisseurs "commencent à intégrer l'idée que la BCE puisse être contrainte de maintenir, voire de durcir, sa posture monétaire" en remontant ses taux, constate un analyste. Cependant, cette inflation élevée pourrait être combinée à une activité économique morose, faisant craindre à la Commission européenne un "choc stagflationniste majeur" en cas de conflit prolongé.

Mise en garde contre la diffusion de classements des chaînes et des productions télévisuelles sans outils de mesure agréés

ANIRA

L'Autorité nationale indépendante de régulation de l'audiovisuel (ANIRA) a mis en garde, mardi dans un communiqué, contre la diffusion de listes et de classements faisant la promotion des chaînes de télévision ou des productions télévisuelles sous l'appellation "les plus vues", sans se fonder sur des outils de mesure agréés, sous peine de prise des mesures réglementaires nécessaires à cet égard. Dans le cadre de ses missions en vertu de la loi 23-20 relative à l'activité audiovisuelle, notamment l'article 40, et afin de veiller au respect des dispositions du cahier des charges générales applicables aux services de communication audiovisuelle, fixé par le décret exécutif 24-250, "l'ANIRA attire l'attention des différents acteurs du paysage médiatique et publicitaire sur un ensemble de pratiques susceptibles de porter atteinte à la transparence et à la crédibilité du secteur", précise le communiqué. A la lumière de la transformation numérique accélérée que connaît le secteur de la communication et de la publicité, l'Autorité constate "avec une vive inquiétude, la recrudescence de certains comportements consistant à gonfler artificiellement les indicateurs de suivi et d'interaction sur les



plateformes numériques, par l'achat d'abonnés ou le recours à ce que est appelé "Les fermes à clics", dans le but de donner une image trompeuse de l'ampleur réelle de l'audience". Pour l'ANIRA, de telles méthodes "ne constituent pas un simple procédé technique, mais relèvent de pratiques susceptibles de porter atteinte à la transparence du marché publicitaire et d'influer directement sur les décisions des annonceurs qui fondent leurs investissements sur des indicateurs imprécis, ce qui conduit au gaspil-

lage des ressources financières et fragilise la confiance dans l'environnement médiatique". "Le gonflement des indicateurs d'interaction ou la présentation de données non fiables sur les taux d'audience peut relever de pratiques de publicité trompeuse, interdites en vertu de l'article 51 du cahier des charges, car cela porte atteinte aux principes de concurrence loyale que l'ANIRA veille à protéger", selon le communiqué. "Consciente des périodes sensibles à forte intensité publicitaire, notamment durant le mois sacré de Ramadhan, l'ANIRA met en garde contre la diffusion de listes et de classements faisant la promotion des chaînes de télévision ou des productions télévisuelles sous l'appellation "les plus vues", sans s'appuyer sur des outils de mesure reconnus". "En l'absence d'une institution nationale spécialisée et agréée dans les sondages d'opinion et la mesure des taux d'audience selon des normes scientifiques unifiées en Algérie, les résultats et données diffusés ne peuvent être considérés comme une référence fiable et sont souvent utilisés pour justifier l'augmentation des tarifs des espaces publicitaires ou exercer une pression commerciale injustifiée sur les annonceurs", a fait remarquer l'ANIRA.

COMMERCE INTRA-AFRICAIN

Le Nigeria accueillera la 5e IATF du 5 au 11 novembre prochain

Le Nigeria a signé l'accord d'accueil de la cinquième Foire commerciale intra-africaine (IATF2027), prévue du 5 au 11 novembre prochain, a annoncé la Banque africaine d'import-export (Afreximbank). "Le Nigeria succédera à l'Algérie qui a accueilli la quatrième édition, couronnée de succès, avec 49,94 milliards de dollars US d'accords commerciaux et d'investissements", a indiqué la Banque dans un communiqué publié sur son site web. La cérémonie de signature de l'accord s'est déroulée lundi à Lagos, la "ville d'accueil" désignée, en partenariat avec Afreximbank, la Commission de l'Union africaine (CUA) et le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), organisateurs de l'IATF dont l'édition 2027 se tiendra sous le thème "L'Afrique mondiale repositionnée-De l'accès au marché au marché". "En seulement quatre éditions depuis 2018, l'IATF a généré cumulativement plus de 167 milliards de dollars en

transactions commerciales et d'investissement et a accueilli plus de 180000 visiteurs de 132 pays", s'est réjouie l'Afreximbank, estimant que "ce partenariat stratégique crée un cadre africain unique qui combine orientation politique, soutien financier et facilitation du commerce". Dans son allocution d'ouverture, M. Olusegun Obasanjo, Président du Conseil consultatif de l'IATF 2027 et ancien Président de la République fédérale du Nigeria, a souligné l'importance

stratégique de cette Foire dans la construction de la souveraineté économique de l'Afrique. "La cérémonie d'aujourd'hui marque une étape importante dans nos efforts collectifs pour faire progresser les objectifs de la Zone de libre-échange continentale africaine", a soutenu de son côté Cynthia E. Gnas-singbé-Essonam, Directrice du partenariat avec le secteur privé et de la communication au Secrétariat de la ZLECAF, citée dans le communiqué.

ALLEMAGNE

Volkswagen va supprimer 50.000 emplois d'ici 2030

Le groupe Volkswagen a annoncé, mardi, la suppression de 50.000 emplois en Allemagne d'ici 2030, pour poursuivre ses réductions de coûts et renforcer ses marges. Le groupe aux dix marques a indiqué qu'en complément des 35.000 suppressions de postes déjà annoncées fin 2024 au sein de la marque Volkswagen, des réductions toucheront également les marques Audi et Porsche, en grande difficulté, ainsi que la filiale logicielle Cariad. Cette décision fait suite à une chute du bénéfice opérationnel de près de 53% en 2025, à

8,9 milliards d'euros, représentant une marge sur ventes de 2,8 %, contre 5,9 % l'année précédente. Le bénéfice net a chuté de moitié, à 6,9 milliards d'euros, sa pire performance depuis l'affaire des moteurs diesel truqués en 2015. Le groupe a supporté l'an dernier 9 milliards d'euros de charges additionnelles, dont 5 milliards liées au changement de stratégie électrique de Porsche, dont le résultat opérationnel a ainsi fondu à 90 millions d'euros en 2025, après 5,3 milliards un an plus tôt. Par ailleurs, les tarifs douaniers des Etats-Unis ont coûté

3 milliards d'euros au groupe, et la restructuration en cours chez Volkswagen 1 milliard. Les suppressions d'emplois annoncées concernent tous les domaines d'activité du groupe, à savoir l'approvisionnement, la production, les ventes et la qualité, a précisé le président du directoire de Volkswagen Oliver Blume. Avec les réductions d'effectifs déjà en cours, le groupe Volkswagen a économisé 1 milliard d'euros en 2025 et vise plus de 6 milliards d'euros d'économies annuelles d'ici 2030.

Agence